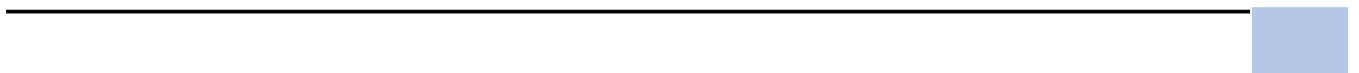




**ETUDE DE L'IMPACT  
DE LA PANDEMIE DE COVID-19  
SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES  
PARTENAIRES DU PROFINA**

**Version finale**

**© Novembre 2020**



# RESUMÉ

- 1 • Une baisse du taux moyen d'accroissement de la clientèle de 0,18 points
- 2 • Une désépargne de 4,5% sur la période de la crise
- 3 • Une baisse globale du portefeuille d'épargne de 9,3%, équivalant à une épargne non mobilisée nette de 1 963 829 146 FCFA
- 4 • Le volume du portefeuille de crédit a décru de 5,3% alors que sans le COVID-19, c'est une baisse de 3,72% qui aurait été observée
- 5 • 17,45% de baisse de l'encours de crédit agricole, soit en valeur 3 289 997 844 FCFA
- 6 • Effet négatif sur le genre et la distribution du crédit en milieu rural
- 7 • Une dégradation supplémentaire du PAR à 30 jours et plus de 2,11 points
- 8 • Fragilisation de l'équilibre financier des SFD
- 9 • Baisse de 22% du revenu moyen mensuel (soit -57% dans le transport, -18,5% dans le commerce et -12% dans l'artisanat)
- 10 • Effet ciseau défavorable sur l'épargne potentielle mobilisation (-88,41%)

## SIGLES ET ACRONYMES

**ALIDé** : Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement

**ANSSFD** : Agence nationale de surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés

**AP-SFD** : Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**FCFA** : Franc de la Communauté Financière d'Afrique

**GIZ** : Deutsche Gesellschaft für Inter- nationale Zusammenarbeit (Coopération Allemande)

**IF** : Institution Financière

**PADME** : Appui au Développement des Micro-Entreprises

**PAR** : Portefeuille à Risque

**PEBCO** : Promotion de l'Epargne /Crédit à Base Communautaire

**PME** : Petite et moyenne Entreprises

**ProAgri** : Projet Promotion de l'Agriculture

**ProCIVA** : Projet Centres d'innovations Vertes pour le secteur Agroalimentaire

**ProFinA** : Projet Promotion du Financement Agricole

**ProPFR** : Projet Promotion de Politique Foncière Responsable

**ProSOL** : Projet Protection et Réhabilitation des Sols

**RENACA** : Réseau National des Caisses Autogérées

**SFD** : Systèmes Financiers Décentralisés

**UEMOA** : Union Economique et Monétaire ouest Africaine

**UNACREP** : Union nationale des Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit

## LISTE DES TABLEAUX

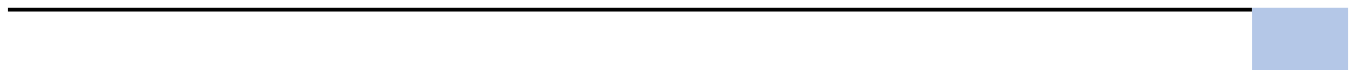
Tableau n° 1 : Récapitulatif de la collecte des données.....	6
Tableau n° 2 : Quantification de l'impact du COVID sur la mobilisation de la clientèle	14
Tableau n° 3 : Quantification de l'impact du COVID sur la mobilisation de l'épargne	16
Tableau n° 4 : Quantification de l'impact du COVID sur les volumes de crédits	19
Tableau n° 5 : COVID-19, la situation du genre et du crédit en général et du crédit agricole	20
Tableau n° 6 : COVID-19, impact sur la qualité du portefeuille de crédit des institutions de microfinance PEBCo et les provisions.....	23
Tableau n° 7 : COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés	28
Tableau n° 8 : COVID-19, impact sur le revenu des clients.....	33
Tableau n° 9 : Auto-évaluation des mesures prises par PEBCo-BETHESDA	35
Tableau n° 10 : Auto-évaluation des mesures prises par RENACA	36
Tableau n° 11 : Evaluation des mesures d'atténuation prises par la BCEAO	37

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : Situation au 07/11/2020 du COVID-19 au Bénin	7
Graphique n° 2 : Situation au 30/06/2020 du COVID-19 au Bénin	8
Graphique n° 3 : Identification des domaines d'impacts du COVID-19 sur les SFD	12
Graphique n° 4 : Impact de la crise sur la mobilisation de la clientèle	13
Graphique n° 5 : Impacts du COVID-19 sur la collecte de l'épargne	15
Graphique n° 6 : Impacts du COVID-19 sur le nombre de demandes de crédit	17
Graphique n° 7 : Impact du COVID-19 sur les volumes de crédits	18
Graphique n° 8 : Impact du COVID-19 sur la qualité du portefeuille de crédit	22
Graphique n° 9 : Corrélation COVID-19 et opérations de transferts d'argents au niveau de PADME	25
Graphique n° 10 : COVID-19 et évolution des opérations de transferts par le mobile money	26
Graphique n° 11 : COVID-19 et évolution de la gestion des ressources humaines	27
Graphique n° 12 : COVID-19 et évolution des opérations de transferts par le mobile money	30
Graphique n° 13 : Mesures gouvernementales du COVID-19 et impacts du les conditions économiques et sociales des clients.....	31
Graphique n° 14 : COVID-19 et impacts sur les comportements de consommation et d'épargne	34

## LISTE DES DIAGRAMMES

Diagramme n° 1 : Démarche opérationnelle de conduite de la mission 5



## SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
SOMMAIRE.....	4
RESUME EXECUTIF.....	6
INTRODUCTION ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE.....	4
I- OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE.....	4
1.1- OBJECTIFS DE LA MISSION.....	4
1.2- RÉSULTATS ATTENDUS.....	5
II- METHODOLOGIE ADOPTEE.....	5
2.1- APPROCHE OPÉRATIONNELLE DE LA MÉTHODOLOGIE.....	5
2.2- COLLECTE DES DONNÉES POUR LES ANALYSES.....	6
2.3- DÉMARCHE GLOBALE D'ANALYSE.....	6
III- EVOLUTION DE LA SITUATION DU COVID-19 AU BENIN.....	7
3.1- STATISTIQUES DU BÉNIN SUR L'ÉVOLUTION DU COVID-19.....	7
3.2- MESURES DE RIPOSTE PRISES CONTRE LE COVID-19 AU BÉNIN.....	8
3.2-1. Mesures de riposte prises par le gouvernement.....	9
3.2-2. Dispositions de prises par la BCEAO.....	9
3.2-3. Mesures prises par l'ANSSFD.....	11
3.2-4. Mesures de l'AP-SFD.....	11
3.2-5. Mesures de gestion prises par les SFD.....	11
IV- PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ETUDE.....	11
4.1- IMPACTS DU COVID-19 SUR LES SFD PARTENAIRES DU PROFINA.....	12
4.1.1- Impacts sur les activités des SFD.....	13
4.1.2- COVID-19 et impact sur la gestion des ressources humaines au sein des SFD.....	26
4.1.3- Impacts sur les ratios financiers des SFD partenaires du ProFinA.....	27
4.2- COVID-19 ET IMPACTS SUR LA SITUATION DES CLIENTS ET LA GESTION DE LA RELATION AVEC LA CLIENTÈLE DES SFD.....	29
4.2.1- Quelques caractéristiques de l'échantillon de clients étudié.....	30
4.2.2- Impact sur la vie sociale et économique des clients.....	31
4.2.3- Impact sur le revenu et le comportement à épargner des clients.....	33
4.3- ANALYSE DES STRATÉGIES DE CONTINUITÉ MISES EN PLACE PAR LES SFD.....	35
4.3.1- Evaluation des mesures prises par PEBCo-BETHESDA.....	35
4.3.2- Evaluation des mesures prises par RENACA.....	36
4.4- ÉVALUATION DES MESURES D'ATTÉNUATION PRISES PAR LA BCEAO.....	37
4.5- PRONOSTIC DES IMPACTS SUR LA SITUATION ORGANISATIONNELLE ET FINANCIÈRE À L'HORIZON D'UN AN SELON 2 SCÉNARIOS : (1) LEVÉE DE TOUTES LES RESTRICTIONS (2) RECONDUCTION DES RESTRICTIONS IMPOSÉES LE 1ER AVRIL.....	39
V- SYNTHÈSE DES ANALYSES : IDENTIFICATIONS DES DEFIS ET RECOMMANDATIONS.....	40

5.1- IDENTIFICATION ET ANALYSE DES DÉFIS.....	40
5.2- RECOMMANDATIONS ET BESOINS EN APPUIS DES SFD.....	41
5.2-1. Recommandations de la mission.....	41
5.2-2 Besoins d'appuis des SFD partenaires du ProfinA.....	42
CONCLUSION.....	43
ANNEXES.....	44

## RESUME EXECUTIF

La crise du COVID-19 a marqué l'année 2020 dans tous les secteurs d'activités et au niveau de toutes les catégories d'acteurs. Spécifiquement sur le secteur de la microfinance, la sensibilité de ses conséquences sur les différents paramètres de développement de ce secteur constitue le principal enjeu. La présente étude, tout en adoptant une démarche d'analyse comparative basée sur les moyennes de grandeurs, a permis d'approcher cette réalité qu'a été l'impact de la crise sanitaire sur les institutions de microfinance partenaires du ProFinA. L'analyse de l'impact est faite à travers la détermination et l'analyse des conséquences des mesures de riposte prises par le gouvernement, la BCEAO, les SFD eux-mêmes et éventuellement les clients sur les performances des SFD, sur la vie sociale et économique des clients de ces institutions.

A l'issue des analyses qui ont porté sur les données de 2016 à fin juin 2020, l'on peut retenir que globalement l'impact de la crise est négatif et un peu faible à fin juin 2020, parce que l'impact va se révéler et se préciser davantage dans le temps. En effet, c'est un peu tôt pour parler véritablement d'impact dans la réalité. Ainsi, les changements engendrés par la crise peuvent se résumer comme suit :

- *Sur les institutions de microfinance partenaires du ProFinA,*
- Une baisse du taux moyen d'accroissement de la clientèle de 0,18 points pour l'ensemble de l'échantillon étudié et spécifiquement à une contreperformance dans la mobilisation de la clientèle à PEBCo-BETHESDA de 1 005 clients par exemple ;
- Une désépargne de 4,5% sur la période de la crise (le deuxième trimestre de 2020). La désépargne a été plus importante au cours du mois de mai après la mise en place des mesures de cordon sanitaire en avril 2020, elle a atteint 8,7%. Elle a été particulièrement importante au niveau de PEBCo-BETHESDA au cours de cette période, soit 14,8%. **L'impact s'évalue alors à une baisse globale du portefeuille d'épargne de 9,3% sur la période du deuxième trimestre 2020, équivalant à une épargne non mobilisée nette de 1 963 829 146 FCFA.** Au niveau de PEBCo-BETHESDA, l'impact s'évalue à une désépargne de 1 547 580 042 FCFA représentant 11,8% du volume du portefeuille d'épargne à la fin du premier trimestre 2020
- Le volume du portefeuille de crédit a décliné de 5,3% alors que sans le COVID-19, c'est une baisse de 3,72% qui aurait été observée.
- Au niveau du portefeuille de crédit agricole, l'impact s'évalue à 17,45% de baisse de l'encours de crédit agricole sur le deuxième trimestre de 2020 (soit en valeur 3 289 997 844 FCFA). L'impact est plus important au niveau du portefeuille de prêt agricole de PEBCo-BETHESDA, il est estimé à une baisse de 46,72% de ce portefeuille sur le deuxième trimestre 2020, soit 255 307 339 FCFA au cours de la période. L'ampleur de l'impact au niveau des institutions varie selon que leurs activités soient plus concentrées dans les zones du cordon sanitaire ou non.
- En ce qui concerne le genre et l'accès aux crédits, il faut noter que même si **l'impact est négatif pour les deux (02) sexes, globalement les femmes ont été plus affectées que les hommes s'agissant de la distribution du crédit en général (1,45 milliards de FCFA contre 0,26 milliards FCFA).** Cependant, au niveau de la distribution du crédit agricole, c'est plutôt les femmes qui ont réalisé des gains en matière de financement avec 84,7 millions d'octroyés de plus malgré la situation du COVID-19.

- Par rapport à la qualité du portefeuille de crédit, il faut signaler que la crise a engendré une dégradation supplémentaire du PAR à 30 jours et plus de l'ensemble de l'échantillon étudié de 2,11 points. L'impact est plus important au niveau des institutions telles que RENACA (4,63 points) et PEBCo-BETHESDA (2,33 points). **Les charges supplémentaires induites par le choc de la pandémie, peuvent être estimées au minimum à 222,66 millions de FCFA** (soit 44 523 287 de créances en perte à provisionner et 178 135 711 FCFA de provisions pour les créances douteuses).
- En matière de gestion de ressources humaines, la situation de crise sanitaire n'a pas engendré des licenciements ni le chômage technique, mais plutôt des mises en congé pour réduire l'exposition au risque de contamination du personnel.
- La dégradation de l'équilibre financier des institutions de microfinance partenaires du ProFinA, dont les situations financières étaient déjà fragilisées, avec la baisse de la productivité et la dégradation de la qualité du portefeuille de crédit.

➤ *Sur les clients des institutions de microfinance partenaires du ProFinA,*

- Une baisse de 22% environ du revenu moyen mensuel des clients. Les secteurs les plus touchés sont le transport (avec une baisse de 57% du revenu), le commerce (avec une baisse de 18,5% du revenu moyen) et l'artisanat (avec une baisse de 12%).
- La priorisation de la consommation des biens et services finaux au détriment de l'épargne. **Par rapport à l'épargne, il faut remarquer qu'il y a eu un effet ciseau très défavorable ayant fait baisser l'épargne potentielle de 156 574 FCFA à 18 142 FCFA, soit une décroissance de 88,41% et une tendance qui s'est orientée beaucoup plus vers la thésaurisation (les clients ont préféré garder leur épargne à la maison plutôt que chez les tontiniers ambulants ou SFD).**

La crise du COVID-19, a mis en évidence la faible digitalisation des activités et la vulnérabilité des institutions de microfinance partenaires du ProFinA. Pour corriger cette situation, les énergies des uns et des autres doivent être concentrées sur les six (06) défis majeurs ci-après :

- (1) **La digitalisation des activités adaptée aux réalités sociologiques et culturelles des cibles des SFD (principalement analphabètes), surtout pour l'offre de produits et services, d'une part et la numérisation au maximum possible de la gestion administrative dans les organisations, d'autre part ;**
- (2) **L'éducation financière au digital des clients des SFD en milieu rural agricole ;**
- (3) **Le renforcement des dispositions de gestion des risques des SFD, surtout sur le volet de l'anticipation dans le management des risques ;**
- (4) **L'assainissement de la qualité des portefeuilles de crédit ;**
- (5) **Le perfectionnement des outils et compétences de gestion automatisée des finances des institutions de microfinance et**
- (6) **La mobilisation de ressources financières adaptées aux réalités du COVID-19 et post-COVID-19 pour assurer une bonne reprise des activités.**

Par rapport à chacun de ces défis, des recommandations ont été formulées dans le cadre de la présente étude.

## INTRODUCTION ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Le monde a connu un grand bouleversement depuis la fin de l'année 2019, par l'avènement de la pandémie COVID-19 qui ne cesse de se propager dans les pays engendrant d'importants dégâts sur la vie sociale et économique des populations. Tous les secteurs d'activités sont touchés par les perturbations de la détection, la propagation et les mesures de circonscription du Coronavirus. Au Bénin, le secteur de la microfinance dans lequel le Projet de Promotion du Financement Agricole déploie l'essentiel de ses appuis n'est pas du tout épargné.

En effet, compte tenu du défi que revêt l'accès au financement aux groupes cibles des projets Promotion de l'Agriculture (ProAgri), Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire (ProCIVA), Protection et Réhabilitation des Sols (ProSOL) ainsi que Politique Foncière Responsable (ProPFR), la Coopération allemande a mis sur pieds le projet ProFinA. Ledit projet réalise ses activités à travers des appuis institutionnels aux structures de financement et aux groupes cibles du milieu rural. Au nombre des institutions partenaires du ProFinA, l'on retrouve RENACA, UNACREP, PADME, PEBCO et ALIDé. SFD, SIA N'SON-MICROFINANCE et CORIS BANQUE.

Dans le contexte de l'actualité relative à l'explosion de la pandémie de coronavirus (COVID-19), il est d'une nécessité incontestable pour les acteurs du ProFinA d'identifier et d'analyser les conséquences de cette crise sanitaire sur l'évolution des activités et performances des institutions partenaires, afin de réorienter autrement la politique

d'appuis institutionnels. Ces analyses sont faites en prenant en compte les mesures de riposte prises par le gouvernement béninois et en s'appuyant sur la démarche d'étude sommaire d'effets et d'impacts.

Le présent rapport s'inscrit dans ce cadre et retrace les principaux résultats de ces analyses ainsi que les pistes d'amélioration des appuis du ProFinA au secteur de la micro finance au Bénin. Il s'articule autour :

- (1) du rappel des objectifs et résultats attendus de l'étude ;
- (2) de la présentation de la méthodologie de travail adoptée ;
- (3) de la présentation de l'évolution de la situation du COVID-19 au Bénin ;
- (4) de la présentation et de l'analyse des résultats de l'étude ;
- (5) des recommandations et approches d'amélioration des appuis du ProFinA pour le secteur de la micro finance au Bénin.

## I- OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ÉTUDE

### 1.1- OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif de la mission est de réaliser une étude d'évaluation des effets intermédiaires, dans une démarche descriptive et analytique sur l'impact de la pandémie COVID-19 sur les Institutions Financières partenaires de la GIZ/ProFinA.

De façon spécifique, il s'agira de :

- 1) Reconstituer la situation de référence des IF à partir des indicateurs clés pertinents ;
- 2) Analyser les stratégies mises en œuvre par les IF pour assurer la continuité des activités ;
- 3) Evaluer l'efficacité du plan de continuité par rapport aux effets escomptés et aux activités tels que formulés dans le document de plan ;
- 4) Evaluer les effets du COVID-19 sur les différents domaines de gestion des IF et les chiffrer dans la mesure du possible, notamment :
  - i. Coûts occasionnés par les mesures de protection ;
  - ii. Présence au poste et motivation du personnel ;
  - iii. Baisse des activités (en termes d'accueil de clients, communication, opérations de dépôt et de retrait, signature de contrats et décaissement de prêts ...) ;
  - iv. Evolution des indicateurs/ratios financiers depuis le 1<sup>er</sup> Avril 2020 (encours, PAR, situation de liquidité, ...) en comparaison avec la même période des années antérieures ;
  - v. Pronostic des impacts sur la situation organisationnelle et financière d'ici un an selon 2 scénarios : (1) levée de toutes les restrictions (2) reconduction des restrictions imposées le 1<sup>er</sup> Avril.
- 5) Décrire les mesures prises par la BCEAO pour atténuer les impacts de la crise sur le secteur financier et évaluer leur opportunité/pertinence pour les IF partenaires du ProFinA ;
- 6) Evaluer les mesures financières prises ou envisagées par les IF partenaires envers leurs clients et leurs partenaires

financiers (différé de remboursement, restructuration des prêts, demandes de report d'échéance ...) ;

- 7) Evaluer les besoins en appui de la part des partenaires techniques ou financiers des IF ;
- 8) Analyser les nouveaux défis au regard des résultats obtenus et en rapport avec la stratégie d'intervention de la GIZ/ProFinA, de son plan d'action et de celui des partenaires financiers.

## 1.2- RÉSULTATS ATTENDUS

Il est attendu de la présente mission un rapport d'évaluation qui se prononce sur les points susmentionnés, en se basant dans la mesure du possible sur l'analyse des chiffres relevés ou fournis par les IF.

## II- METHODOLOGIE ADOPTEE

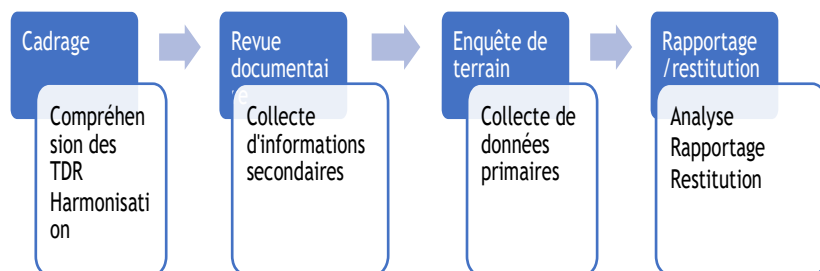
### 2.1- APPROCHE OPÉRATIONNELLE DE LA MÉTHODOLOGIE

La démarche opérationnelle a aligné successivement les quatre (04) phases ci-après :

- ✚ La séance de cadrage de la mission avec le commanditaire ;
- ✚ La revue documentaire ;
- ✚ La collecte des données sur le terrain et
- ✚ Le rapportage et la restitution des résultats de l'étude.

Le contenu synthèse de chacune de ces phases se résume comme suit :

**Diagramme n° 1 : Démarche opérationnelle de conduite de la mission**



## 2.2- COLLECTE DES DONNÉES POUR LES ANALYSES

La démarche adoptée pour l'étude a été très participative. Elle a impliqué la GIZ/ProFinA, les SFD partenaires du ProFinA, les clients des SFD à l'intérieur comme à l'extérieur du cordon sanitaire, l'Association Professionnelle des SFD (AP-SFD Bénin Consortium-Alafia), l'Agence Nationale de Surveillance des SFD du Bénin (ANSSFD) et la BCEAO.

Les statistiques de la collecte des données se présentent comme suit :

**Tableau n° 1 : Récapitulatif de la collecte des données**

Cibles	Prévisions	Réalisations	Taux	Observations
GIZ/ ProFinA	01	01	100%	Consultation documentaire
SFD	05	04	80%	L'UNACREP n'a pas fourni ses informations
Clients	20	20	100%	Dont 10 pris au hasard dans la zone du cordon et 10 dans la zone hors cordon
ANSSFD	01	01	100%	

La mission n'a pas pu interviewer la BCEAO. Cependant les informations concernant les mesures prises par celle-ci pour juguler la crise ont été collectées par des sources secondaires. En ce qui concerne la collecte des données auprès des SFD partenaires, il est à noter que les institutions telles que PADME, RENACA et SIA'NSON ont fourni partiellement les informations par rapport aux outils de collecte de données. Elles n'ont pas pu fournir les informations sur les flux prévisionnels de trésorerie, les flux réels à fin juin 2020 ainsi les projections pour le second semestre 2020 suivant les deux (02) scénarii que sont (1) la levée de toutes les restrictions et (2) la reconduction de toutes les restrictions du 1<sup>er</sup> avril 2020. Ceci n'a pas permis de faire les analyses de stress test tel que souhaité dans les termes de référence de l'étude. PEBCo-BETHESDA est la seule institution, qui a fourni ses informations. L'UNACREP n'a fourni aucune information, malgré les multiples relances faites à son endroit.

## 2.3- DÉMARCHE GLOBALE D'ANALYSE

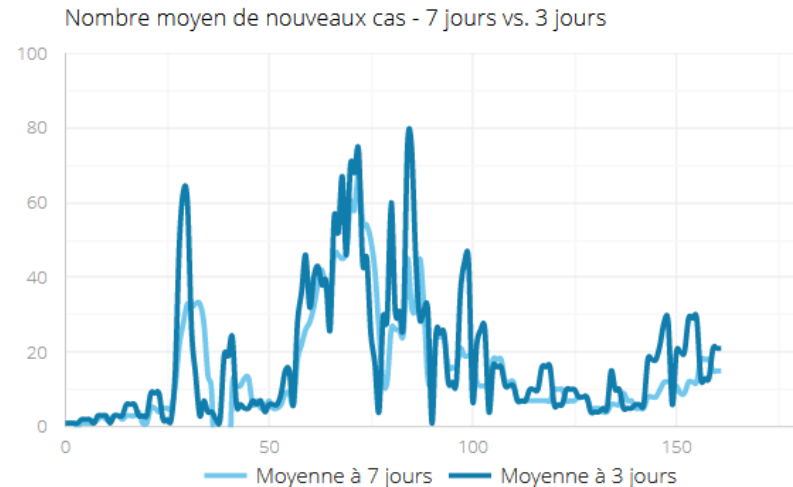
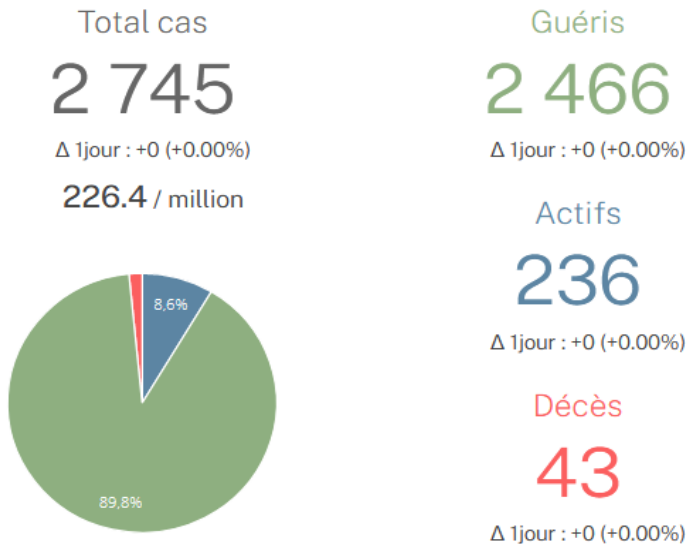
La méthodologie d'analyse a exploité non seulement les données quantitatives sur les performances financières des institutions partenaires mais également les données qualitatives de ces mêmes institutions et celles de leurs bénéficiaires. L'analyse des données est fondée

essentiellement sur l'approche descriptive et comparative. L'idéal aurait été qu'elle soit complétée par l'analyse économétrique basée sur les tests de SHOW, pour bien affiner l'explication des situations de contreperformance des institutions de financement par l'avènement du COVID-19. Toutefois, les analyses de corrélation entre l'évolution des cas de contaminés, de traités et de décès dus au COVID-19 ainsi que les performances des SFD sont mises en évidence.

## III- EVOLUTION DE LA SITUATION DU COVID-19 AU BENIN

### 3.1- STATISTIQUES DU BÉNIN SUR L'ÉVOLUTION DU COVID-19

Graphique n°1: Situation au 07/11/2020 du COVID-19 au Bénin

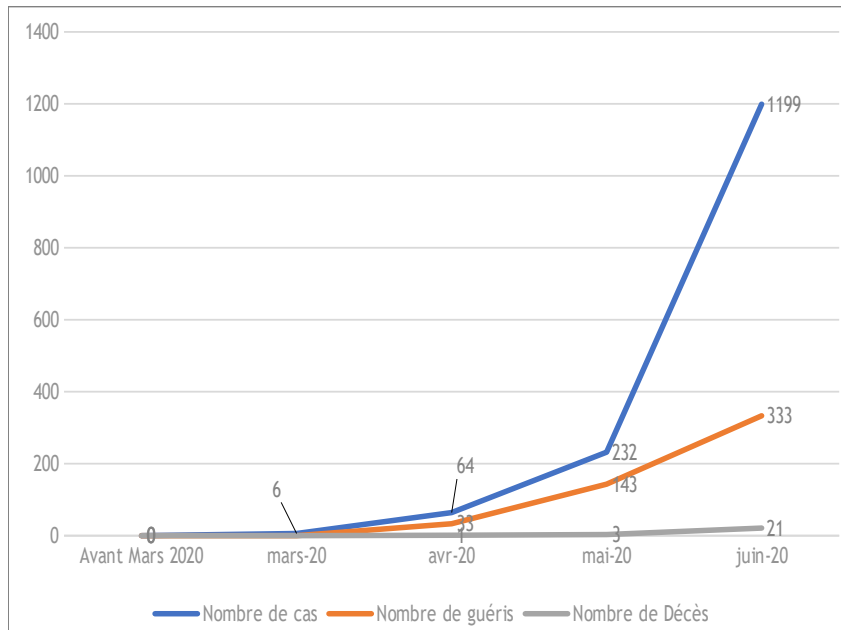


Source : site web [www.covid-19-stats.info](http://www.covid-19-stats.info)

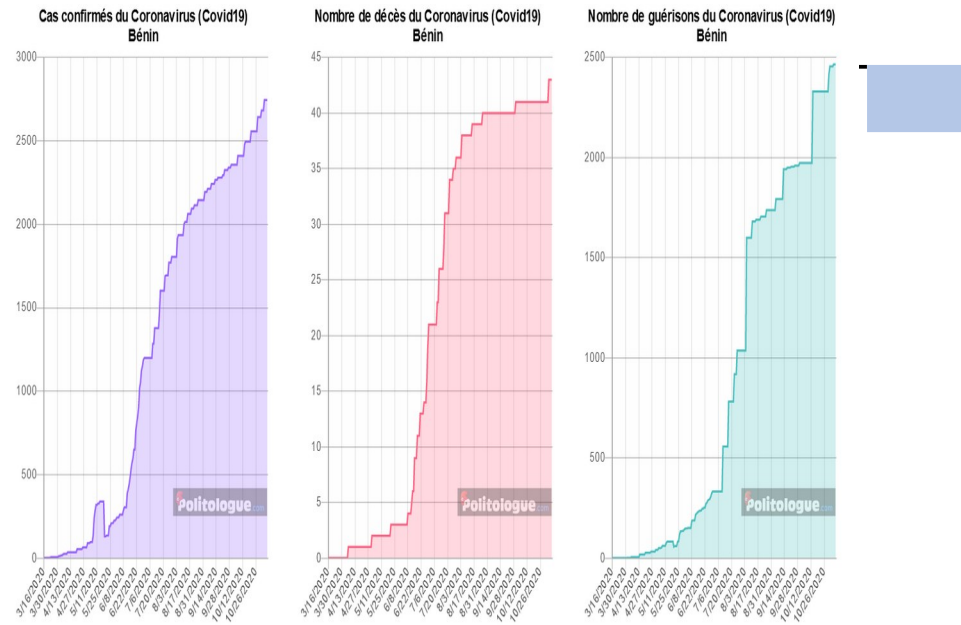
Les données mises à jour à la date du 07 novembre 2020 du site web [www.covid-19-stats.info](http://www.covid-19-stats.info), le Bénin a enregistré au total 2 745 cas de contaminations, dont 2 466 (89,8%) de malades guéris, 236 cas en cours de traitement et 43 cas de décès dus au COVID.

La situation semble être sous contrôle. Cependant, l'observance des mesures barrières demeure une impérative pour tous selon les instructions gouvernementales. L'évolution de la situation sur la période relative à l'étude c'est-à-dire au 30/06/2020, est récapitulée dans les graphiques ci-dessous :

Graphique n°2 : Situation au 30/06/2020 du COVID-19 au Bénin



Source : site web [www.covid-19-stats.info](http://www.covid-19-stats.info)



### 3.2- MESURES DE RIPOSTE PRISES CONTRE LE COVID-19 AU BÉNIN

La relative maîtrise de la situation de la pandémie du COVID-19 au Bénin, est la résultante d'un certain nombre de mesures prises par les autorités à divers niveaux. Dans le rang de ceux-ci, l'on peut citer principalement (1) le gouvernement, (2) la BCEAO, (3) l'ANSSFD, (4) l'AP-SFD Bénin et les dirigeants des systèmes financiers décentralisés.

#### 3.2-1. Mesures de riposte prises par le gouvernement

La pandémie du COVID-19 a commencé par affecter le Bénin courant mi-mars 2020. Face à cette situation, le

gouvernement béninois a pris plusieurs mesures de façon graduelle suivant l'évolution de la situation. Au nombre de celles-ci, les plus susceptibles d'affecter significativement des activités des institutions de micro finance, concernent :

- La mise en place du cordon sanitaire le 1er avril 2020 par le gouvernement béninois au niveau des

communes de Cotonou, Abomey-Calavi, Allada, Ouidah, Tori-Bossito, Kpomassè, Toffo, Zè, Sô-Ava, Aguégué, Sèmè-Podji, Porto-Novo, Akpro-Missérétié, Adjara et Atchoupa (Commune d'Avrankou). La levée de ladite mesure le 06 mai 2020 ;

- La mise en quarantaine systématique des voyageurs et de la fermeture des frontières ;
- L'organisation progressive des dépistages de masse à commencer par les groupes les plus exposés ;
- L'interdiction de circulation des bus et minibus de transport en commun de personnes ;
- Les mesures relatives aux frontières terrestres et aériennes.
- Le port obligatoire de masques en tous lieux ;
- Le lavage systématique des mains à l'eau et au savon ou la désinfection des mains par une solution hydroalcoolique ;
- L'observance de la distance de sécurité sanitaire d'un (1) mètre au minimum entre personnes ;
- La fermeture des bars, discothèques, églises, mosquées et autres lieux de cultes, plages et autres lieux de réjouissance ;
- L'interdiction aux taxis-motos de transporter plus d'une personne à la fois ;
- L'obligation pour les employeurs, sur les lieux de travail, de faire respecter le port systématique de masques, d'installer le dispositif de lavage des mains et de faire respecter la distance d'un (1) mètre minimum entre personnes ;
- La limitation du nombre de passagers à bord des taxis à trois (03) au maximum pour les véhicules de 5 places et à 5 au maximum pour les véhicules de 7 places ;
- La prescription aux usagers des espaces marchands (boutiques, magasins, supermarchés, marchés

ordinaires et autres) d'observer la distance d'au moins un (1) mètre entre personnes, avec port de masque ;

- L'autorisation des rassemblements non festifs et des cérémonies d'inhumation ne regroupant pas plus de cinquante (50) personnes, lesquelles doivent respecter la distance d'un (1) mètre minimum entre elles et le port de masque

### 3.2-2. Dispositions de prises par la BCEAO

Pour soutenir le secteur financier dans le contexte de la pandémie, l'autorité monétaire (BCEAO) a mis en place les mesures ci-après :

- Les SFD sont autorisées à accorder à leur clientèle affectée par les effets de la pandémie et qui le sollicite, un report d'échéances sur leurs prêts, pour une période de 3 mois renouvelable une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard (Avis n°005-04-2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-10).
- Les concours accordés par les établissements de crédit aux SFD sont éligibles aux dispositions de l'Avis n°005-04-2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-10. Les SFD qui le souhaitent sont, en conséquence invitées à se rapprocher de leurs partenaires bancaires pour bénéficier de la mesure de report d'échéances de leurs engagements.
- Conformément aux dispositions de la Décision du Comité de Politique Monétaire n°061-03-2011 du 2 mars 2011, les crédits bancaires octroyés aux SFD visées à l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD sont admissibles en support des

refinancements de la BCEAO. A titre exceptionnel, pour accroître la liquidité en faveur du secteur de la microfinance, le guichet spécial de refinancement des effets portés sur les PME est élargi aux créances bancaires détenues sur ces SFD.

- La gratuité, à l'échelle nationale, des transferts de monnaie électronique entre personnes pour les montants inférieurs ou égaux à 5 000 FCFA, y compris les virements de comptes bancaires vers les porte-monnaies électroniques, et vice-versa (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La gratuité des paiements de factures d'eau et d'électricité, via la téléphonie mobile, pour les montants inférieurs ou égaux 50.000 FCFA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La suppression, par les émetteurs de monnaie électronique, des commissions payées par les commerçants sur les paiements marchands, adossés à la monnaie électronique (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La réduction de 50%, par les banques, des commissions payées par les commerçants sur les paiements marchands, adossés à la carte dans le réseau du Groupement Interbancaire Monétaire de l'UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- Le relèvement du plafond de rechargement du porte-monnaie électronique de 2 à 3 millions FCFA et du cumul mensuel de rechargement de 10 à 12 millions FCFA, mesure applicable uniquement aux clients régulièrement identifiés (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La réduction de 50% des frais appliqués aux virements bancaires de la clientèle, traités via le Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l'UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- Assouplissement des conditions d'ouverture des comptes de monnaie électronique. A cet titre, les émetteurs de monnaies électroniques sont autorisés, à activer les porte-monnaies électroniques sur la base des données de la téléphonie mobile, sous réserve de recueillir par tout moyen l'accord du client et de réaliser les diligences liées à l'identification à distance, dans le limite des plafonds réglementaires (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La baisse de 50% des frais de retrait par carte bancaire dans le réseau régional du GIM-UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).
- La banque Centrale engage la communauté bancaire à assurer la disponibilité et la qualité des services au niveau des guichets automatiques et des terminaux de paiements électroniques (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).

### 3.2-3. Mesures prises par l'ANSSFD

L'Agence Nationale de Surveillance des SFD n'a pas défini de mesures particulières par rapport au COVID-19, elle a juste promu les mesures mises en place par le gouvernement.

### 3.2-4. Mesures de l'AP-SFD

L'Association Professionnelle des SFD a beaucoup sensibilisé sur les mesures barrières prises par le gouvernement et a fait des propositions aux dirigeants d'institutions de microfinance en matière d'organisation des activités et de la gestion des effectifs dans le contexte du COVID. Elle a aussi commandité des études sur la pandémie au profit des SFD. Par son biais, le partenaire ADA a soutenu des SFD par la mise en place du dispositif de lavage des mains dans leur institution.

### 3.2-5. Mesures de gestion prises par les SFD

Les mesures prises par les SFD concernent généralement :

- La mise en place du dispositif de lavage systématique des mains ;
- L'exigence du port des masques ;
- La limitation des rencontres surtout avec les groupes de personnes ;
- La suspension provisoire ou la limitation des prêts à certaines cibles plus exposées aux conséquences des mesures ;
- La mise en congé de certains agents ;
- Placement en DAT des ressources financières oisives des caisses ;
- Le report des investissements
- L'annulation ou report des formations, des voyages, des missions non indispensables ;
- Etc.

Toutes ces mesures ont influencé tant positivement que négativement les activités des institutions de microfinance.

## IV- PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ETUDE

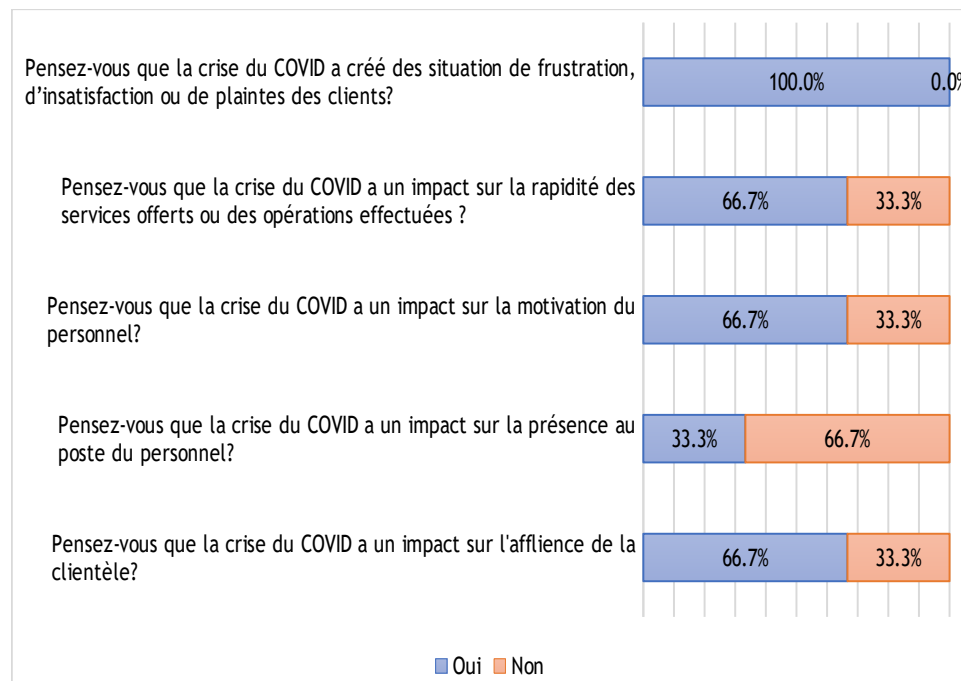
L'impact du COVID-19 sur les performances des institutions de microfinance partenaires du ProFinA, est analysé fondamentalement à travers les conséquences des mesures prises par les principaux acteurs précédemment évoqués, sur les institutions elles-mêmes et sur leurs clientèles. Les axes de l'analyse sont :

- 1) Evaluation des effets du COVID sur les différents domaines de gestion des SFD partenaires ;
- 2) Analyse des stratégies mises en œuvre par SFD pour assurer la continuité des activités et appréciation de leur efficacité ;
- 3) Evaluation des mesures financières prises par rapport aux clients des SFD et aux PTFs ;
- 4) Analyse de l'opportunité et de la pertinence des mesures d'accompagnement de la BCEAO pour atténuer les impacts de la crise ;

- 5) Identification et évaluation des besoins en appui de la part des PTFs et
- 6) Détermination des nouveaux défis en lien avec la stratégie d'intervention de la GIZ/ProFinA.

## 4.1- IMPACTS DU COVID-19 SUR LES SFD PARTENAIRES DU PROFINA

Graphique n°3 : Identification des domaines d'impacts du COVID-19 sur les SFD



Source : Enquête qualitative auprès des dirigeants de SFD

Les interviews réalisées auprès des dirigeants des SFD ont permis d'identifier les domaines d'impacts majeurs de la crise sur celles-ci. Ainsi, les conséquences directes du COVID-19 sont appréciées par rapport :

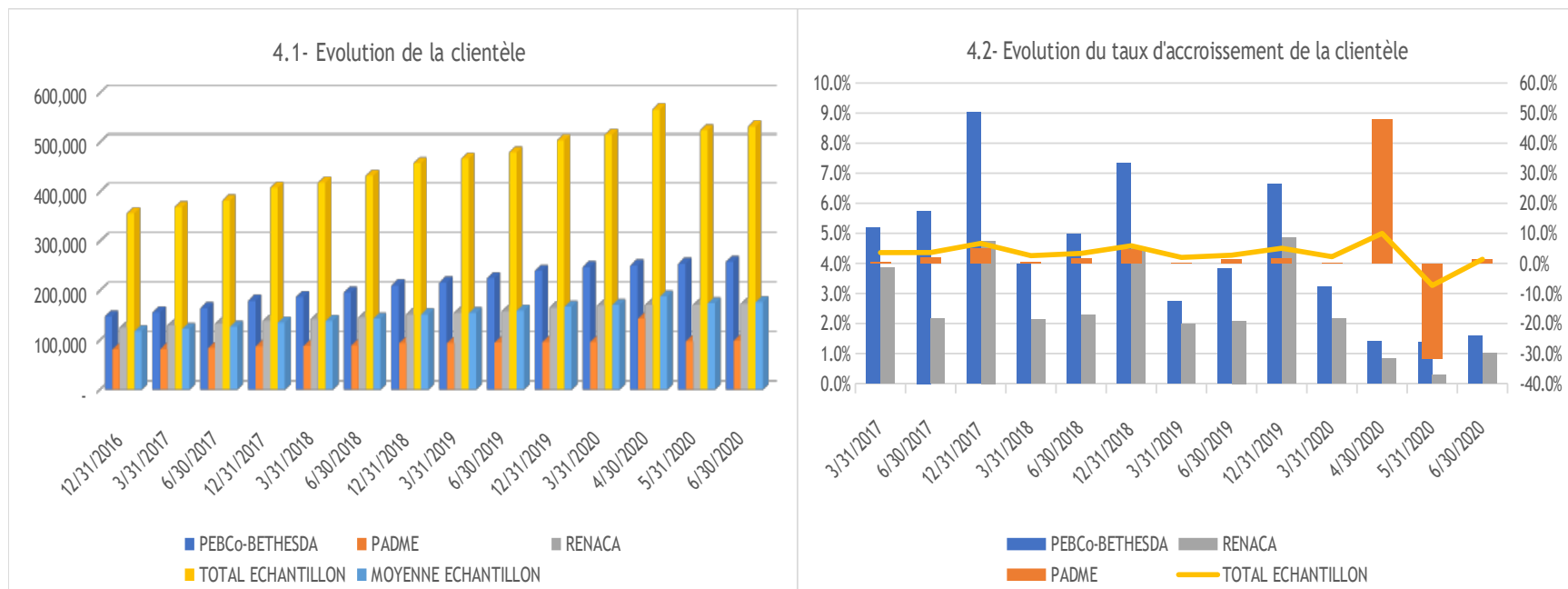
- A l'évolution des activités au niveau des SFD ;
- A l'impact sur la clientèle ;
- A la gestion des ressources humaines dans le contexte du COVID-19 ;
- A l'analyse des coûts occasionnés par les mesures de protection ;
- A l'évolution des performances financières des SFD et du respect du cadre prudentiel et
- A la simulation des effets sur la situation organisationnelle et financière des institutions de microfinance.

### 4.1.1- Impacts sur les activités des SFD

Au sein des SFD, la crise du COVID-19 a plus touché (i) les activités de mobilisation de la clientèle, (ii) les activités de mobilisation de l'épargne, (iii) les activités de mise en place du crédit, (iv) les activités de suivi et d'assainissement du portefeuille de crédit et (v) les opérations de transferts d'argents par le mobile.

#### 4.1.1-1. COVID-19 et mobilisation de la clientèle au sein des SFD partenaires du ProFinA

Graphique n°4 : Impact de la crise sur la mobilisation de la clientèle



Source : Enquête qualitative auprès des dirigeants de SFD

Il est évident que les capacités de mobilisation de la clientèle aient chuté considérablement en période de COVID-19 (principalement au cours du deuxième trimestre de 2020) au niveau de toutes les institutions et plus particulièrement au niveau de PADME, qui a enregistré une baisse de 31,7% de sa clientèle en mai 2020. Celle-ci serait passée de 143 832 clients à fin avril 2020 à 98 179 à fin mai 2020 selon les statistiques recueillies. Déjà en mars 2020, il avait été observé une baisse de la clientèle de 0,1% au niveau de PADME avant que la tendance ne s'améliore en avril avec la hausse de 47,9% enregistrée. Cette tendance a

affecté naturellement les tendances observées au niveau de l'échantillon d'institutions de microfinance étudié. Malheureusement, des précisions n'ont pas été données par rapport aux réels motifs de désertion de la clientèle au sein de l'institution. La principale raison évoquée pouvant expliquer la baisse de la mobilisation de la clientèle au niveau des institutions est « la peur de contracter la maladie du COVID-19, qui a engendré la limitation des sorties aux strictes nécessaires » tant du niveau des potentiels clients que des agents marketing des institutions partenaires du ProFinA. Sur la période du deuxième trimestre de 2020, il a été enregistré par exemple 76 cas de départs de clients dus à des déménagements essentiellement. Le tableau n° 2 ci-dessous permet de quantifier l'impact global sur la mobilisation de la clientèle au niveau de l'échantillon étudié.

Tableau n° 2 : Quantification de l'impact du COVID sur la mobilisation de la clientèle

SFD	Taux moyen d'accroissement de la clientèle			Impacts	Valeur Impact
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19		
PEBCo-BTHESDA	3,81%	4,44%	4,84%	-0,40%	- 1 005
PADME	1,27%	2,33%	1,56%	+0,77%	+ 753
RENACA	2,09%	2,15%	2,18%	-0,03%	- 49
TOTAL ECHANTILLON	2,73%	3,29%	3,47%	-0,18%	-301

Source : Calcul à partir des statistiques recueillies des SFD

Comparant les données estimées en situation « Sans COVID-19 » et les données observées en situation « Pendant COVID-19 », l'on peut approcher l'impact du COVID-19 sur la mobilisation de la clientèle des SFD partenaires du ProFinA à une baisse du taux moyen d'accroissement de la clientèle de 0,18 points. D'ailleurs le coefficient de corrélation entre le nombre de cas de COVID-19 et la clientèle est de (-0,093), une très faible corrélation négative. Au niveau de PEBCo-BETHESDA, l'impact est évalué à 1 005 clients non mobilisés et à 49 clients pour RENACA par exemple sur le deuxième trimestre 2020.

: Impact négatif

: Impact positif

#### 4.1.1-2. Mobilisation de l'épargne dans le contexte du COVID-19

L'épargne fait partie des principales ressources utilisées par les SFD pour les mises en place de crédits aux clients. Pendant la période de la crise sanitaire du COVID-19, les institutions ont vu leurs capacités de mobilisation de l'épargne se réduire considérablement. Les graphiques ci-dessous décrivent l'impact du COVID-19 sur les activités de la collecte de l'épargne sur les institutions partenaires du ProFinA, selon les statistiques recueillies auprès de ces dernières.

Graphique n° 5 : Impacts du COVID-19 sur la collecte de l'épargne

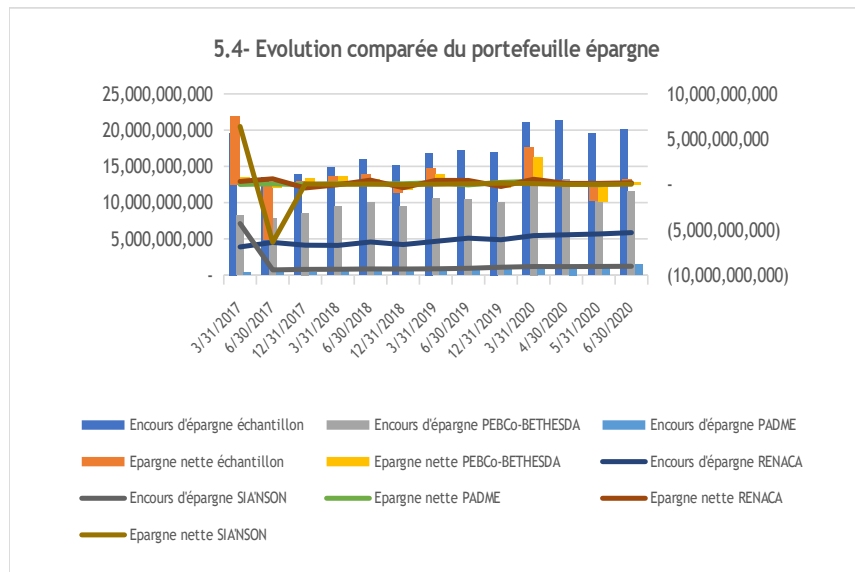
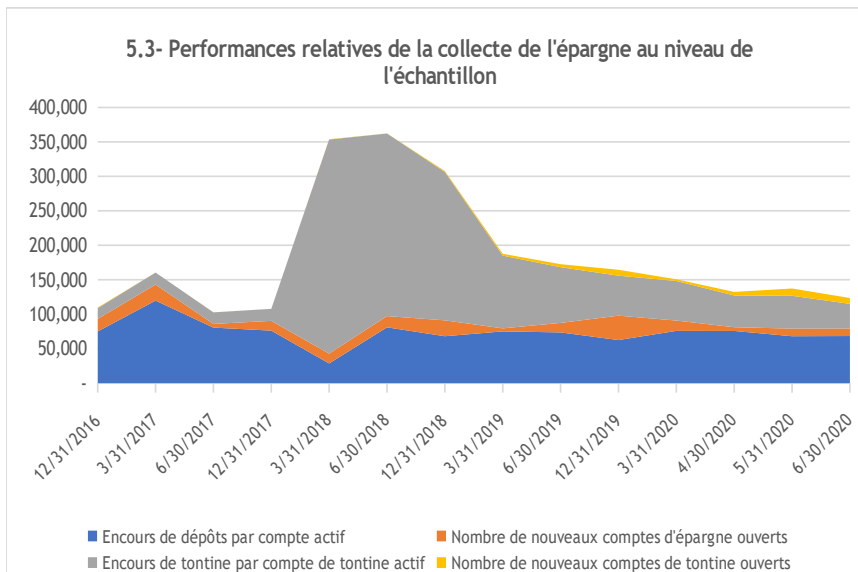
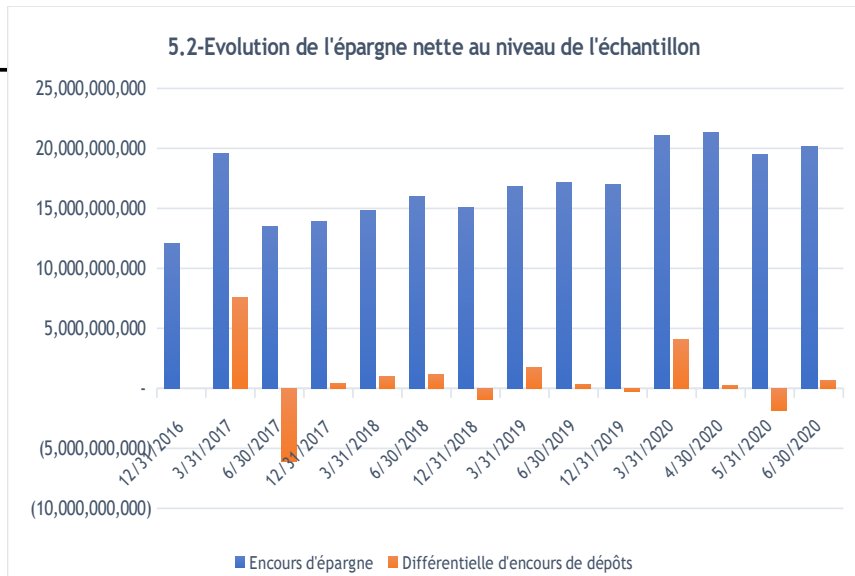
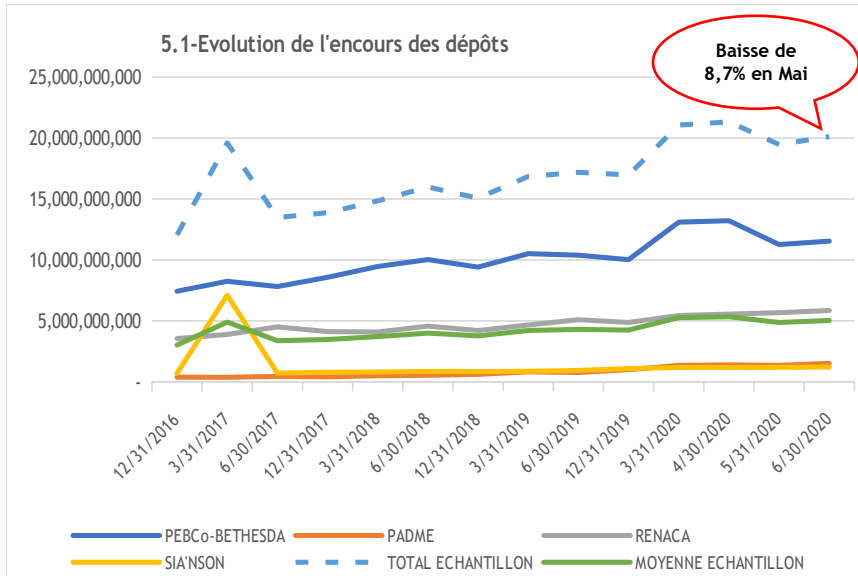
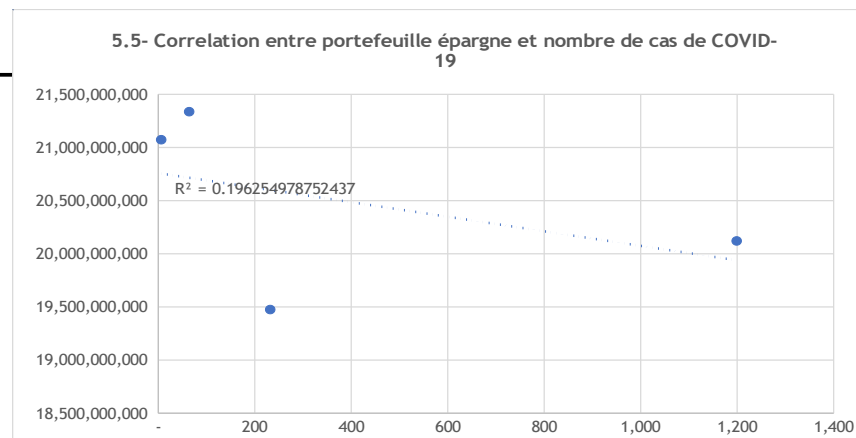


Tableau n° 3 : Quantification de l'impact du COVID sur la mobilisation de l'épargne

**Taux moyen d'accroissement de l'encours d'épargne**

	Avant COVID	Pendant COVID	Sans COVID	Impact s	Valeur impact
<b>Échantillon</b>	2,0%	-4,5%	4,80%	-9,3%	- 1 963 829 146
<b>PEBCo- BETHESDA</b>	-1,2%	-11,9%	-0,12%	-11,8%	- 1 547 580 042
<b>PADME</b>	-5,7%	12,1%	7,19%	4,9%	+ 65 601 592
<b>RENACA</b>	9,4%	7,5%	12,35%	-4,84%	- 263 171 713
<b>SIA'NSON</b>	8,2%	3,4%	7,20%	-3,85%	- 45 253 909



Source : Calcul à partir des statistiques recueillies des SFD

Globalement, pour l'échantillon étudié, il a été observé une désépargne de 4,5% sur la période de la crise (le deuxième trimestre de 2020). La désépargne a été plus importante au cours du mois de mai après la mise en place des mesures de cordon sanitaire en avril 2020, elle a atteint 8,7%. Elle a été particulièrement importante au niveau de PEBCo-BETHESDA au cours de cette période, soit 14,8%. PADME aussi a enregistré une désépargne courant ce mois de mai 2020, qui s'élève à 2,6%. L'impact s'évalue alors à une baisse globale du portefeuille d'épargne de 9,3% sur la période du deuxième trimestre 2020, équivalant à une épargne non mobilisée nette de 1 963 829 146 FCFA.

Au niveau de PEBCo-BETHESDA, l'impact s'évalue à une désépargne de 1 547 580 042 FCFA représentant 11,8% du volume du portefeuille d'épargne à la fin du premier trimestre 2020. C'est cette même tendance qui s'observe au niveau de RENACA et de SIA'NSON pour qui l'impact est estimé respectivement à - 263 171 713 FCFA et - 45 253 909 FCFA. L'impact positif observé au niveau de PADME, s'explique par la reprise accélérée des activités de collecte d'épargne enregistrée au cours du mois de juin 2020 avec un taux d'accroissement du portefeuille épargne de 11,9%.

Les principales raisons expliquant ces différentes tendances décrites sont (i) la « limitation des déplacements pour les collectes d'épargne sur le terrain » évoquée par 68% des acteurs de SFD interviewés, (ii) « des situations de méventes ayant affecté le niveau de revenu des clients donc leur capacité à épargner », (iii) « Avec les mesures de cordon sanitaire, les clients ont utilisé leurs revenus pour constituer suffisamment de provisions alimentaires pour anticiper d'éventuels confinements » 72% des acteurs des SFD interviewés l'ont mentionné.

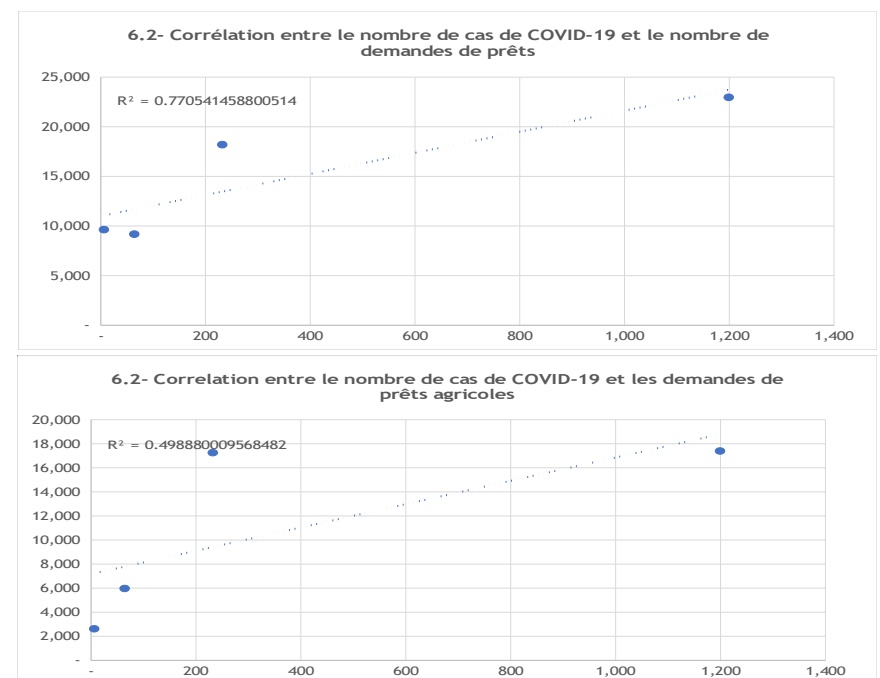
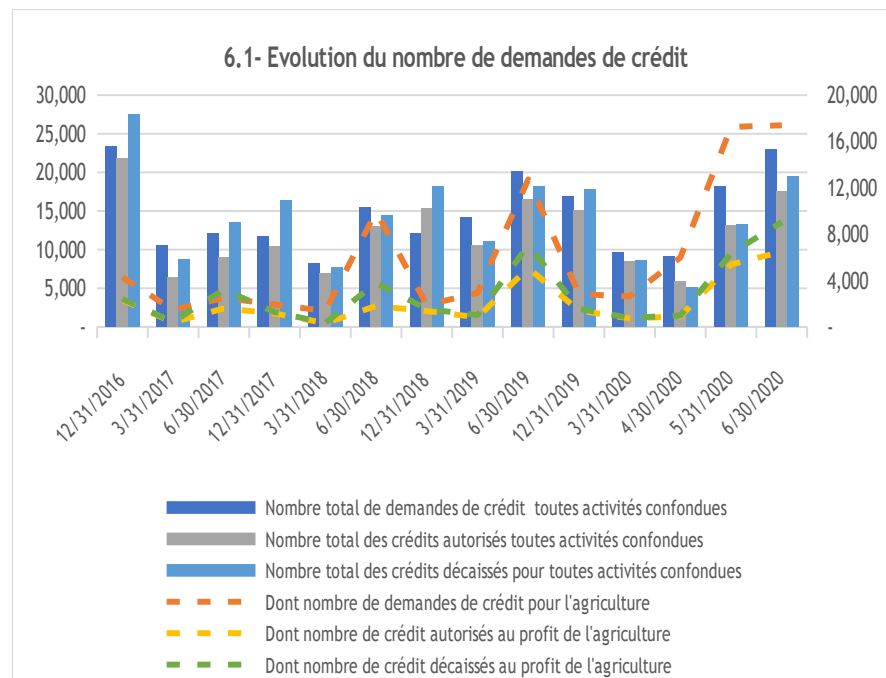
### 4.1.1-3. L'impact du COVID-19 sur les activités de crédit

La crise du COVID-19 a considérablement affecté les activités de crédit notamment à travers l'évolution des demandes de crédits, les mises en place de crédits et le suivi des crédits placés.

#### ✚ Impact sur les demandes de crédits

Les graphiques ci-dessous permettent d'apprécier l'impact du COVID-19 sur l'évolution du nombre de dossiers de demande de prêt sur la période du deuxième trimestre de 2020.

Graphique n° 6 : Impacts du COVID-19 sur le nombre de demandes de crédit



Source : Statistiques recueillies des SFD

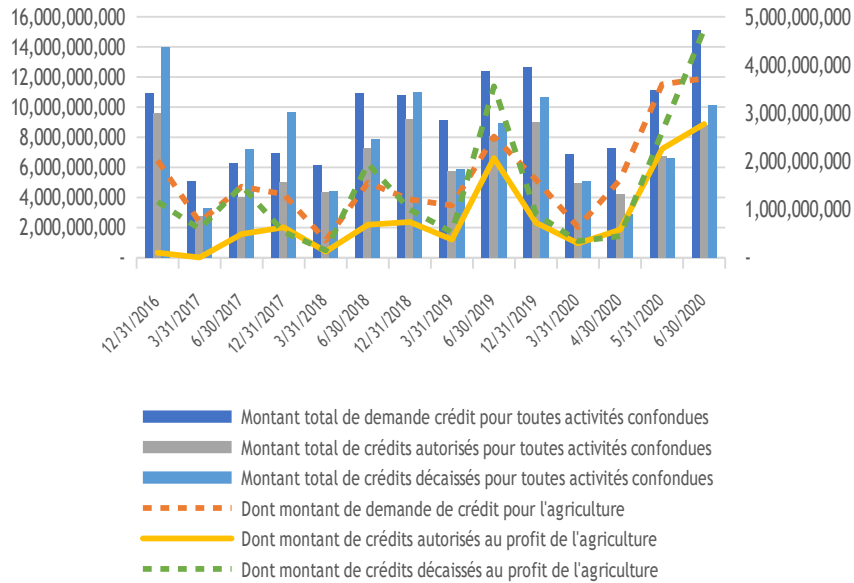
Les demandes de prêts ont évolué de façon assez inhabituelle sur la période du deuxième trimestre de 2020. En effet, après une baisse du nombre de demandes de crédits de 4,7% en avril 2020, les demandes ont repris très rapidement en mai 2020 avec un accroissement de 98,2% en mai et de 26,2% en juin 2020. La baisse observée en avril pourrait s'expliquer par la mise en place des mesures restrictives relatives au COVID-19. La levée des mesures de cordon sanitaire a certainement contribué à l'accroissement rapide des demandes car tous les acteurs ont anticipé sur la reprise des activités après la période de ralentissement observée.

La tendance suivie n'a pas été la même au niveau des demandes de crédits agricoles. En effet, de mars à avril et d'avril à mai 2020, le nombre de demandes du crédit agricole est passé du simple au double, ceci est fait en anticipation et en préparation des prochains labours pour les campagnes agricoles de 2020-2021.

### ✚ COVID-19 et l'évolution du portefeuille de crédit

Graphique n°7 : Impact du COVID-19 sur les volumes de crédits\_

7.1- Evolution des volumes de crédits demandés, accordés et décaissés



Source : Statistiques recueillies des SFD

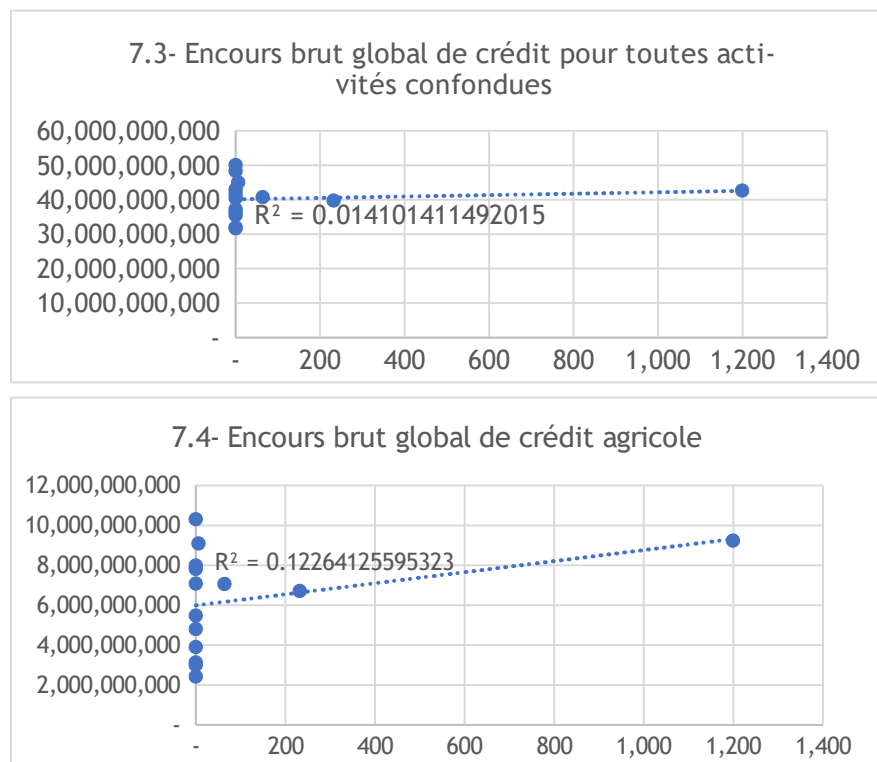


Tableau n°4 : Quantification de l'impact du COVID sur les volumes de crédits

	Avant COVID	Pendant COVID	Sans COVID	Impact	Valeurs impact
Encours brut global de crédit pour toutes activités confondues	-5,85%	-5,3%	-3,72%	-1,60%	-1 502 328 017
Dont encours brut global de crédit agricole	10,3%	1,6%	19,03%	-17,45%	-3 289 997 844
Encours de crédit PEBCo-BETHESDA	-2,47%	-7,7%	2,39%	-10,05%	-1 410 706 594
Encours de crédit agricole à PEBCo-BETHESDA	11,5%	-5,5%	41,27%	-46,72%	-2 185 730 844
Encours de crédit PADME	-10,6%	-6,6%	-6,45%	-0,14%	-28 371 060
Encours de crédit agricole à PADME	1,7%	-6,8%	36,89%	-43,72%	-1 588 772 271
Encours de crédit RENACA	-1,0%	-4,9%	1,1%	-6,02%	- 488 756 887
Encours de crédit agricole à RENACA	-1,0%	-4,9%	-20,6%	15,74%	+147 498 284
Encours de crédit SIA'NSON	6,4%	18,7%	0,3%	18,48%	+425 506 524
Encours de crédit agricole à SIA'NSON	54,1%	82,8%	39,7%	43,12%	+337 006 987

Source : Calculs à partir des statistiques recueillies des SFD

Le volume du portefeuille de crédit a décliné de 5,3% alors que sans le COVID, c'est une baisse de 3,72% qui aurait été observée. La faible corrélation positive observée, met en évidence le faible impact négatif qui est estimé à une baisse additionnelle de 1,6% de l'encours de crédit à fin mars 2020 qui pourrait être engendrée par la situation du COVID-19, elle s'évalue à 1,5 milliards de FCFA.

Au niveau du portefeuille de crédit agricole, l'impact s'évalue à 17,45% de baisse de l'encours de crédit agricole sur le deuxième trimestre de 2020 (soit en valeur 3 289 997 844 FCFA). L'impact est plus important au niveau du portefeuille de prêt agricole de PEBCo-BETHESDA, il est estimé à une baisse de 46,72% de ce portefeuille sur le deuxième trimestre 2020, soit 255 307 339 FCFA au cours de la période. L'ampleur de l'impact au niveau des institutions varie selon que leurs activités soient plus concentrées dans les zones du cordon sanitaire ou non. En effet, au niveau des institutions basées ou intervenant principalement dans les zones hors du cordon sanitaire, l'impact négatif quand il existe est plus faible ou encore en général il est positif c'est le cas des institutions telles que RENACA et SIA'NSON. Ces institutions ont su accroître les activités de crédit au niveau de leur portefeuille.

Ces tendances relatives à l'impact de la pandémie sur les portefeuilles de crédit peuvent s'analyser également suivant les tendances relatives au genre.

### ✚ COVID-19 et la situation du genre dans la distribution crédit

Tableau n°5 : COVID-19, la situation du genre et du crédit en général et du crédit agricole

COVID-19_Genre _Distribution du Crédit						COVID-19_Genre _Distribution du Crédit Agricole					
	Avant COVID	Pendant COVID	Sans COVID	Impact	Valeur de l'impact		Avant COVID	Pendant COVID	Sans COVID	Impact	Valeurs impact
Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues à PEBCo-BETHESDA	-2,41%	-10,1%	2,53%	-12,6%	- 380 753 922	Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues à PEBCo-BETHESDA	20,90%	29,5%	38,88%	-9,38%	-19 585 763
Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues à PEBCo-BETHESDA	-4,1%	-9,1%	-1,61%	-7,5%	- 226 333 710	Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues à PEBCo-BETHESDA	31,86%	45,4%	33,94%	11,42%	+3 870 627
Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues à PADME	-5,8%	-4,1%	-5,25%	1,1%	+113 141 379	Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues à PADME	18,62%	-20,3%	19,12%	-39,4%	-365 586 210

Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues à PADME	-10,2%	-9,8%	-9,41%	-0,4%	-48 941 512	Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues à PADME	-4,19%	13,6%	29,75%	-16,2%	-12 755 345
Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues au RENACA	0,9%	-3,5%	5,3%	-8,8%	-341 682 905	Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues au RENACA	39,73%	81,7%	19,87%	61,88%	+292 538 335
Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues au RENACA	-2,2%	-11,1%	-0,9%	-10,2%	-408 940 027	Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues au RENACA	76,75%	85,6%	38,37%	47,21%	+137 708 032
Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues à SIA'NSON	8,0%	26,3%	2,7%	23,59%	+264 540 641	Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues (Global échantillon)	25,16%	16,1%	23,24%	-7,10%	-114 205 200
Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues à SIA'NSON	22,3%	25,3%	7,4%	17,90%	+132 066 601	Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues (Global échantillon)	51,30%	68,2%	47,22%	20,94%	+84 703 669
Encours de crédit aux hommes pour toutes activités confondues (Global échantillon)	-3,1%	-3,1%	-1,7%	-1,40%	-255 520 242						
Encours de crédit aux femmes pour toutes activités confondues (Global échantillon)	-6,9%	-8,6%	-1,0%	-7,65%	-1 448 974 982						

Source : Calculs à partir des statistiques recueillies des SFD

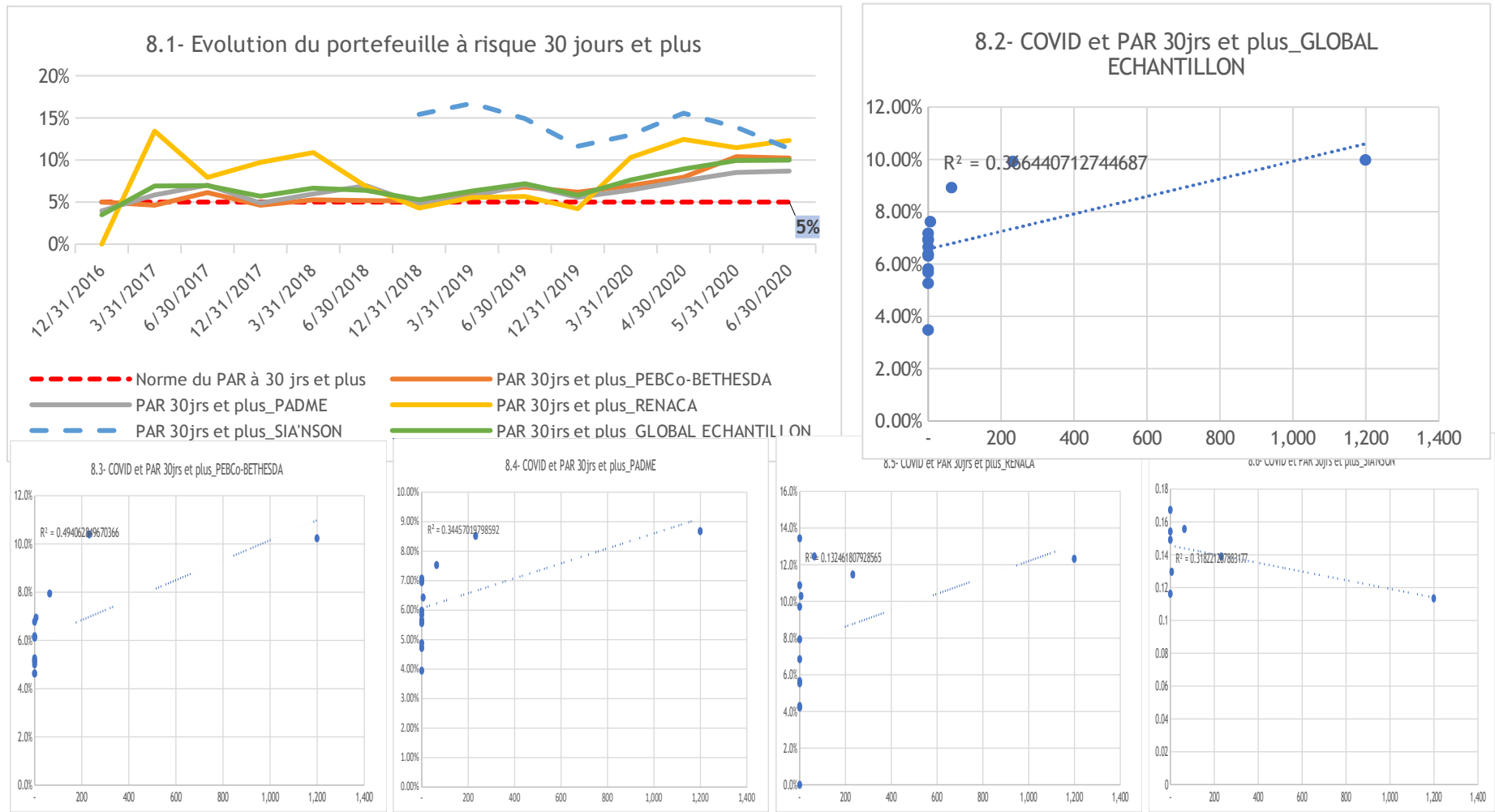
Le tableau ci-dessus montre que si l'on considère l'aspect genre dans la distribution du crédit, même si l'impact est négatif pour les deux (02) sexes, globalement les femmes ont été plus affectées que les hommes s'agissant de la distribution du crédit en général (1,45 milliards de FCFA contre 0,26 milliards FCFA). Cependant, au niveau de la distribution du crédit agricole, c'est

plutôt les femmes qui ont réalisé des gains en matière de financement avec 84,7 millions d'octroyés de plus malgré la situation du COVID-19. Ceci peut s'expliquer principalement par les anticipations de RENACA dans la mise en place de crédit par rapport à cette cible surtout en milieu rural. Par ailleurs, il faut signaler que RENACA intervient beaucoup plus dans le milieu hors cordon sanitaire donc moins affecté dans la mise en place du crédit.

Il faut donc remarquer que l'avènement du COVID-19 a quand même affecté la distribution du crédit entre emprunteurs femmes et hommes surtout quand l'on considère les limites du cordon sanitaire.

### COVID-19 et la dégradation de la qualité des portefeuilles de crédit et les charges induites

Graphique n°8 : Impact du COVID-19 sur la qualité du portefeuille de crédit\_



Il ressort des différents graphiques ci-dessus que la pandémie du COVID-19 a fortement contribué à la dégradation de la qualité du portefeuille de crédit des institutions de microfinance partenaire du ProFinA surtout au niveau des institutions situées ou ayant leurs activités fortement concentrées dans les zones du cordon sanitaire. L'impact est faible au niveau des institutions situées dans les zones hors du cordon sanitaire. Au niveau de SIA'NSON par exemple c'est plutôt en cette période que, du 12,97% à fin mars voir 15,57% à fin avril 2020, le PAR à 30 jours et plus de cette institution est passé à 11,34% à fin juin 2020. Il faut tout de même remarquer qu'aucun portefeuille à risque à 30 jours et plus ne respecte les normes en vigueur. La quantification de l'impact se présente comme suit :

Tableau n° 6 : COVID-19, impact sur la qualité du portefeuille de crédit des institutions de microfinance PEBCo et les provisions

Impact sur la qualité du portefeuille de crédit de PEBCo-BETHESDA						Impact sur la qualité du portefeuille de crédit de PADME					
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact	Valeurs impact	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact	Valeurs impact	
PAR 30jrs et plus	6,94%	10,2%	7,90%	-2,33%	-301 855 244	6,43%	8,7%	7,74%	-0,94%	-181 636 888	
PAR 90jrs et plus	5,88%	6,8%	6,77%	-0,00%	-99 934	5,50%	6,0%	6,39%	+0,39%	+75 996 480	
PAR 180jrs et plus	4,67%	5,4%	5,18%	-0,26%	-33 993 304	4,44%	4,7%	4,77%	+0,09%	+17 362 424	
Taux de perte sur créance	0,38%	0,8%	0,56%	-0,25%	-26 219 026	0,32%	0,8%	0,85%	+0,05%	+7 153 412	
Créances en souffrance	825 611 543	877 500 030	958 939 908	- 81 439 879	+81 439 879	1 133 658 282	1 155 214 823	1 215 769 713	+ 60 554 890	+60 554 890	
Provisions pour créances en souffrance	330 244 617	351 000 012	383 575 963	- 32 575 951	+32 575 951	453 463 313	462 085 929	486 307 885	+ 24 221 956	+24 221 956	
Pertes	53 679 508	104 159 988	77 940 962	26 219 026	-26 219 026	65 958 300	154 028 643	161 182 055	+ 7 153 412	+7 153 412	
Impact sur la qualité du portefeuille de crédit de RENACA						Impact sur la qualité du portefeuille de crédit de SIA'NSON					
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact	Valeurs impact	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact	Valeurs impact	
PAR 30jrs et plus	10,30%	12,3%	7,69%	-4,63%	-41 277 146	12,97%	11,3%	10,3%	-1,08%	-9 666 809	

PAR 90jrs et plus	8,21%	9,6%	4,67%	-4,89%	-43 599 455	10,73%	9,6%	9,3%	-0,35%	-3 110 960
PAR 180jrs et plus	6,50%	7,7%	10,19%	+2,48%	+ 22 100 350	9,81%	7,9%	9,3%	+1,42%	+12 639 328
Taux de perte sur créance	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Créances en souffrance	666 454 077	737 803 077	377 894 289	-359 908 788	-359 908 788	246 983 822	263 757 138	241 773 277	-21 983 861	-21 983 861
Provisions pour créances en souffrance	266 581 631	295 121 231	151 157 716	-143 963 515	-143 963 515	98 793 529	96 709 311	105 502 855	-8 793 544	-8 793 544
Pertes	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

**Impact global sur l'ensemble du portefeuille de crédit de l'échantillon des institutions de microfinance partenaires du ProFinA**

	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID	Impact	Valeurs impact
PAR 30jrs et plus	7,62%	10,0%	7,9%	-2,11%	-18 771 770
PAR 90jrs et plus	6,37%	7,1%	6,0%	-1,13%	-10 095 113
PAR 180jrs et plus	5,16%	5,7%	5,2%	-0,48%	-4 287 475
Taux de perte sur créance	0,27%	0,6%	0,5%	-0,11%	-44 523 287
Créances en souffrance	2 872 707 723	3 034 275 068	2 588 935 791	-445 339 277	-445 339 277
Provisions pour créances en souffrance	1 149 083 089	1 213 710 027	1 035 574 316	-178 135 711	-178 135 711
Pertes	119 637 808	258 188 631	213 665 344	-44 523 287	-44 523 287

Source : Calculs à partir des statistiques recueillies des SFD

Il ressort de l'analyse des données ci-dessus, que globalement la pandémie du COVID-19 a eu un impact négatif sur la qualité du portefeuille de crédit des SFD partenaires de la GIZ/ProFinA. En effet, sur la période du deuxième trimestre de 2020, elle a

engendré une dégradation supplémentaire du PAR à 30 jours et plus de l'ensemble de l'échantillon étudié de 2,11 points. L'impact est plus important au niveau des institutions telles que RENACA (4,63 points) et PEBCo-BETHESDA (2,33 points). Il est plus faible au niveau de PADME (0,94 points) qui fait beaucoup plus les prêts aux PME/PMI et qui aurait procédé à des reports d'échéances pour amortir l'impact de la crise sur la dégradation de la qualité de son portefeuille de crédit. Au niveau SIA'NSON, il faut reconnaître que l'institution de par ses positionnements géographiques, totalement hors du cordon sanitaire a été moins exposée aux chocs sur la qualité du portefeuille de crédit. En effet, la zone hors cordon sanitaire est plus vaste que celle du cordon sanitaire.

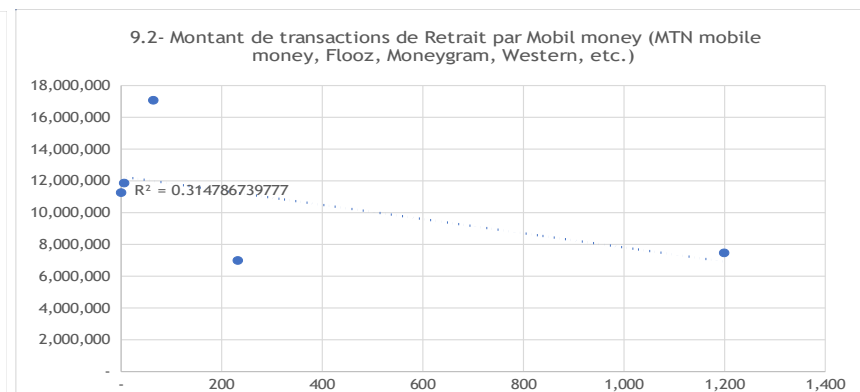
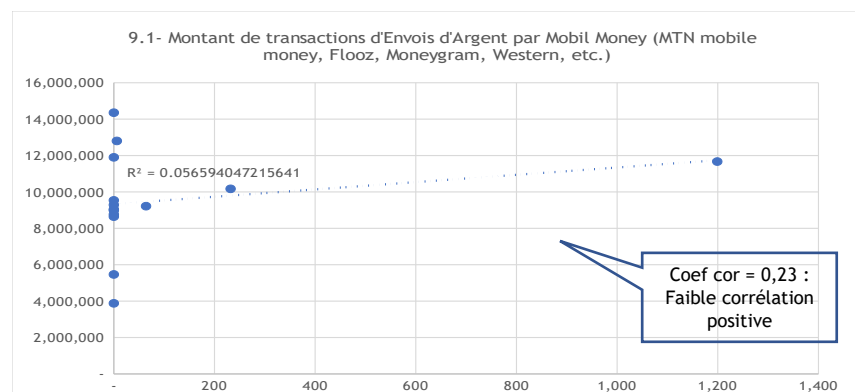
Sur les trois (03) mois du second trimestre, les créances en souffrance ont connu une augmentation vertigineuse de 359,91 millions de FCFA au niveau de RENACA, 81,45 millions de FCFA au niveau de PEBCo-BETHESDA et 60,55 millions de FCFA au niveau de PADME. Sans la situation du COVID-19, la qualité des portefeuilles de crédit de RENACA et de SIA'NSON auraient pu s'améliorer considérablement, mais si les normes ne seraient encore respectées au niveau d'aucune d'entre elles.

En termes de charges supplémentaires induites par le choc de la pandémie, l'on peut les estimer au minimum à 222,66 millions de FCFA (soit 44 523 287 de créances en perte à provisionner et 178 135 711 FCFA de provisions pour les créances douteuses). Il faut noter que cet impact sur les charges, semble être affecté par la politique de déclassement des créances en souffrance et en perte en vigueur au niveau des SFD.

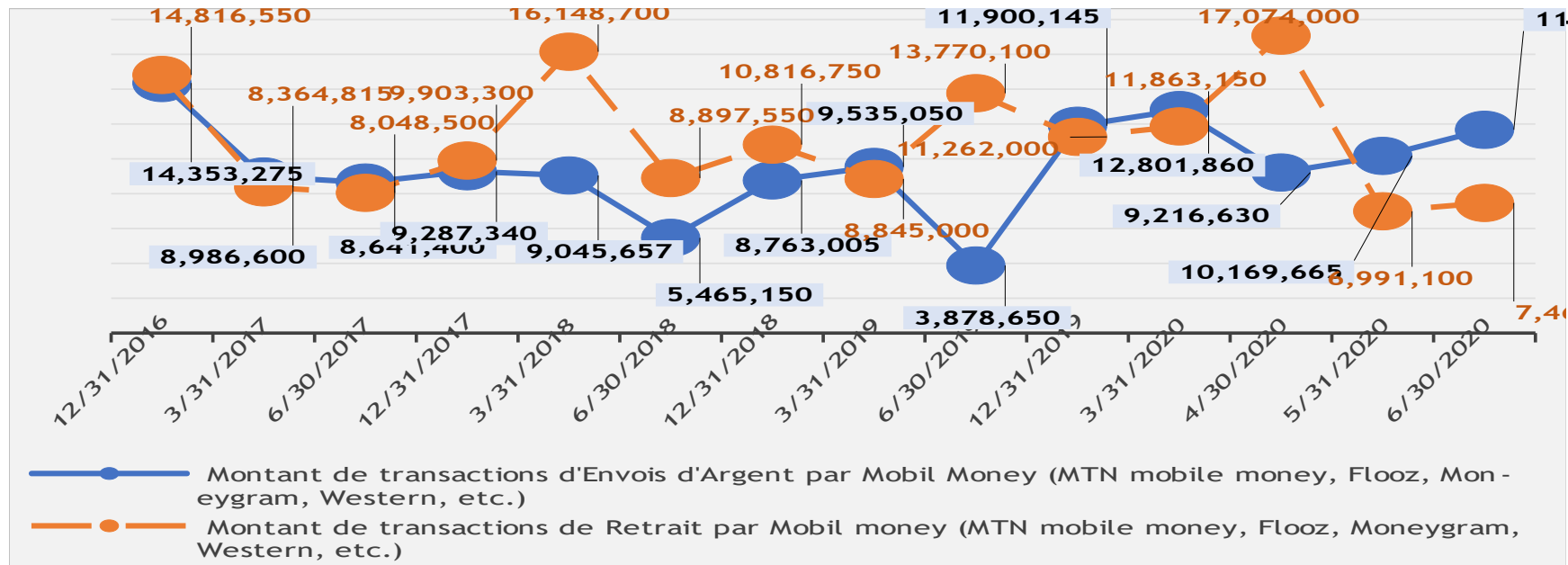
#### 4.1.1-4. COVID-19 et l'impact sur l'offre de services par le digital

Seule l'institution PADME a pu fournir des informations sur l'évolution des transactions par le digital sur la période de 2016 à 2020, tel que demandé par la mission.

**Graphique n°9 :** Corrélation COVID-19 et opérations de transferts d'argents au niveau de PADME



Graphique n° 10 : COVID-19 et évolution des opérations de transferts par le mobile money



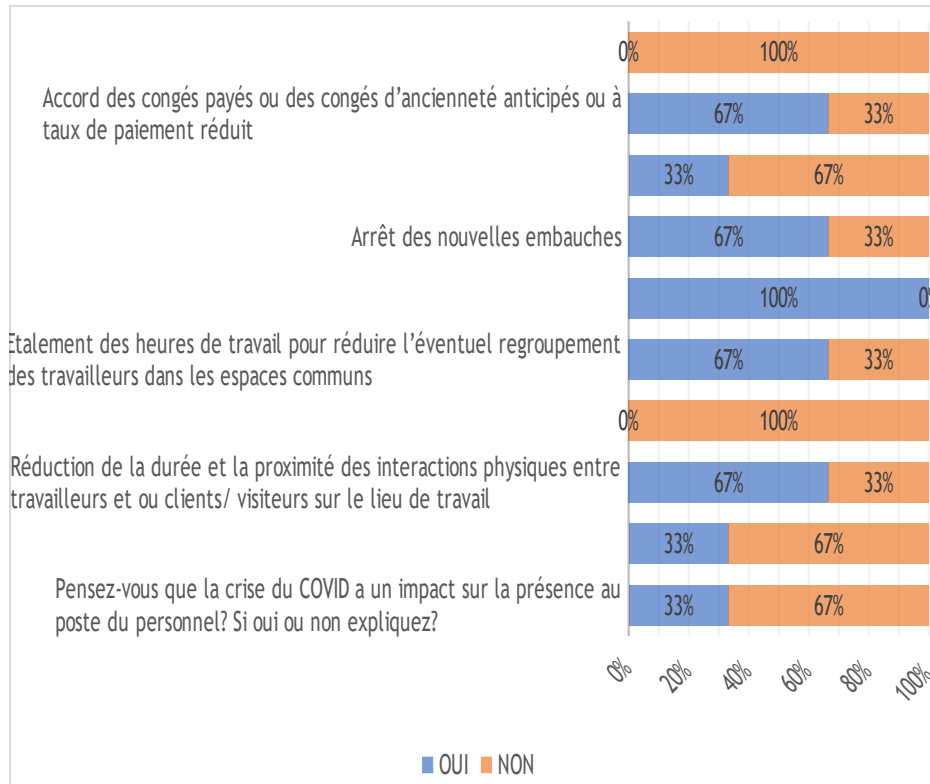
Source : Statistiques recueillies des SFD

L'évolution du volume des opérations de dépôts via le mobile money a été faiblement corrélée positivement avec l'évolution de la situation de crise sur la période du deuxième trimestre 2020, au niveau de PADME. Par contre en ce qui concerne les retraits, l'on peut constater une forte corrélation négative. Ce qui voudra peut-être dire que plus la pandémie évoluait sur la période du deuxième trimestre, moins les clients du PADME retiraient leur épargne via le mobile, pendant que les volumes de dépôts progressaient lentement du fait de la baisse des revenus. Cette tendance peut être justifiée par la limitation des contacts et des déplacements. Il faut tout de même noter qu'il a eu une très faible digitalisation des activités au niveau des institutions partenaires du ProFinA.

#### 4.1.2- COVID-19 et impact sur la gestion des ressources humaines au sein des SFD

Les informations collectées auprès des dirigeants des institutions de microfinance partenaires du ProFinA, ont permis de bien cibler les domaines d'impacts de la pandémie sur la gestion des ressources humaines. Le graphique n° 11 ci-dessous récapitule les changements observés.

**Graphique n° 11 : COVID-19 et évolution de la gestion des ressources humaines**



Face à la situation de la pandémie, les SFD ont dû adopter des mesures pour protéger au maximum leurs personnels. Au nombre de celles-ci figurent :

- ✚ Limitation ou arrêt des interactions avec les personnes se trouvant à l'extérieur du lieu de travail (des actions de recouvrement en présentielle ou à domicile, formation/ sensibilisation des clients, AG, formation, etc.), qui a concerné toutes les institutions partenaires du ProFinA. Cette mesure par exemple aurait affecté négativement les performances dans le recouvrement et engendré la dégradation de la qualité du portefeuille de crédit ;
- ✚ L'arrêt des nouvelles embauches, cité par 67% des institutions interviewées. Seule l'institution PADME aurait continué les embauches malgré la situation de la pandémie selon les informations collectées ;
- ✚ La mise en congé du personnel, cité par 67% des institutions ;
- ✚ La mise en place du télétravail au niveau de PADME. Les autres institutions ne l'ont pas fait.
- ✚ Aucune institution n'a procédé au licenciement de ses travailleurs ou la mise au chômage technique.

Source : Statistiques recueillies des SFD

### 4.1.3- Impacts sur les ratios financiers des SFD partenaires du ProFinA

L'institution SIA'NSON n'a pas fourni les informations sur ses ratios financiers et sur l'évolution de sa trésorerie. Par rapport aux institutions qui ont pu fournir les informations, il faut noter que globalement l'impact du COVID-19 sur leurs situations financières est négatif même si l'impact n'a pas encore une très grande ampleur à fin juin 2020.

Tableau n°7 : COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés

COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés de PEBCo-BETHESDA				
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact
Norme de liquidité	99,11%	97,9%	98,1%	-0,18%
Coefficient d'exploitation	69,06%	67,8%	61,4%	-6,41%
Trésorerie	3 910 569 310	2 720 148 244	3 748 634 878	- 1 028 486 634
COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés de PADME				
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact
Norme de liquidité	ND	ND	ND	ND
Coefficient d'exploitation	59,19%	53,5%	52,2%	-1,26%
Trésorerie	7 464 772 486	8 707 956 568	8 602 668 446	105 288 122
Nombre de nouveaux emprunts obtenus des banques et autres IF	1	-	-	-
Nombre de reports d'échéances accordés aux clients du fait de la BCEAO	-	3	0	3
Montant de reports d'échéance accordés aux clients du fait de la BCEAO	-	7 608 784	N/A	7 608 784
Nombre de reports d'échéances obtenus des banques et autres IF du fait de la BCEAO	-	2	N/A	2
Montant de reports d'échéances obtenus des banques et autres IF du fait de la BCEAO	-	238 777 062	N/A	238 777 062
COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés de RENACA				
	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact
Norme de liquidité	142,11%	139,3%	140,7%	-1,38%
Coefficient d'exploitation	ND	ND	ND	ND
Trésorerie	11 083 352 171	11 291 898 171	11 889 634 148	- 597 735 977
COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés de l'ensemble de l'échantillon				



	Avant COVID-19	Pendant COVID-19	Sans COVID-19	Impact
Norme de liquidité	50,27%	49,6%	41,4%	-8,20%
Coefficient d'exploitation	69,06%	67,8%	62,6%	-5,12%
Trésorerie	22 458 693 967	22 720 002 983	30 230 238 540	- 7 510 235 557
<b>COVID-19, impact sur quelques ratios financiers clés de l'ensemble de l'échantillon</b>				
Montant de nouveaux emprunts obtenus des banques et autres IF	500 000 000	0,0%	N/A	N/A
Nombre de nouveaux emprunts obtenus des banques et autres IF	1	-		-
Nombre de reports d'échéances accordés aux clients du fait de la BCEAO	-	3	0	3
Montant de reports d'échéance accordés aux clients du fait de la BCEAO	-	7 608 784	N/A	7 608 784
Nombre de reports d'échéances obtenus des banques et autres IF du fait de la BCEAO	-	2	N/A	2
Montant de reports d'échéances obtenus des banques et autres IF du fait de la BCEAO	-	238 777 062	N/A	238 777 062

La situation financière des institutions était déjà un peu fragile, seul RENACA avait un ratio de liquidité respectant la norme d'au moins 100%. PADME n'a pas fourni les informations sur son ratio de norme de liquidité, mais à l'analyse de ses informations, l'on comprend que si elle n'avait pas obtenu le report d'échéances de 238,78 millions FCFA auprès de ses partenaires, elle aurait enregistré un impact négatif de 133,5 millions sur sa trésorerie. Par ailleurs, il faut signaler que la dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et la baisse de productivité du portefeuille de crédit enregistrée au cours de la période ont globalement impacté le coefficient d'exploitation qui est un ratio fondamental mettant en relation la performance financière et la productivité des portefeuilles de crédits. Ce ratio exprime le poids des frais généraux par rapport aux produits financiers nets, il respecte la norme d'au plus 60% au niveau de PADME, mais la norme n'est pas respectée au niveau de PEBCo-BETHESDA. Sans le COVID-19, ce ratio se serait amélioré.

Sur la période de mars à juin 2020, PADME a procédé à des reports d'échéances par rapport à trois (03) de ses clients pour un montant de 7 608 784. Le report d'échéance de 238,78 millions obtenu auprès des institutions financières partenaires du PADME, doit être prise en compte et bien échelonné dans le temps pour amortir le choc sur les prochaines planifications financières.

## 4.2- COVID-19 ET IMPACTS SUR LA SITUATION DES CLIENTS ET LA GESTION DE LA RELATION AVEC LA CLIENTÈLE DES SFD

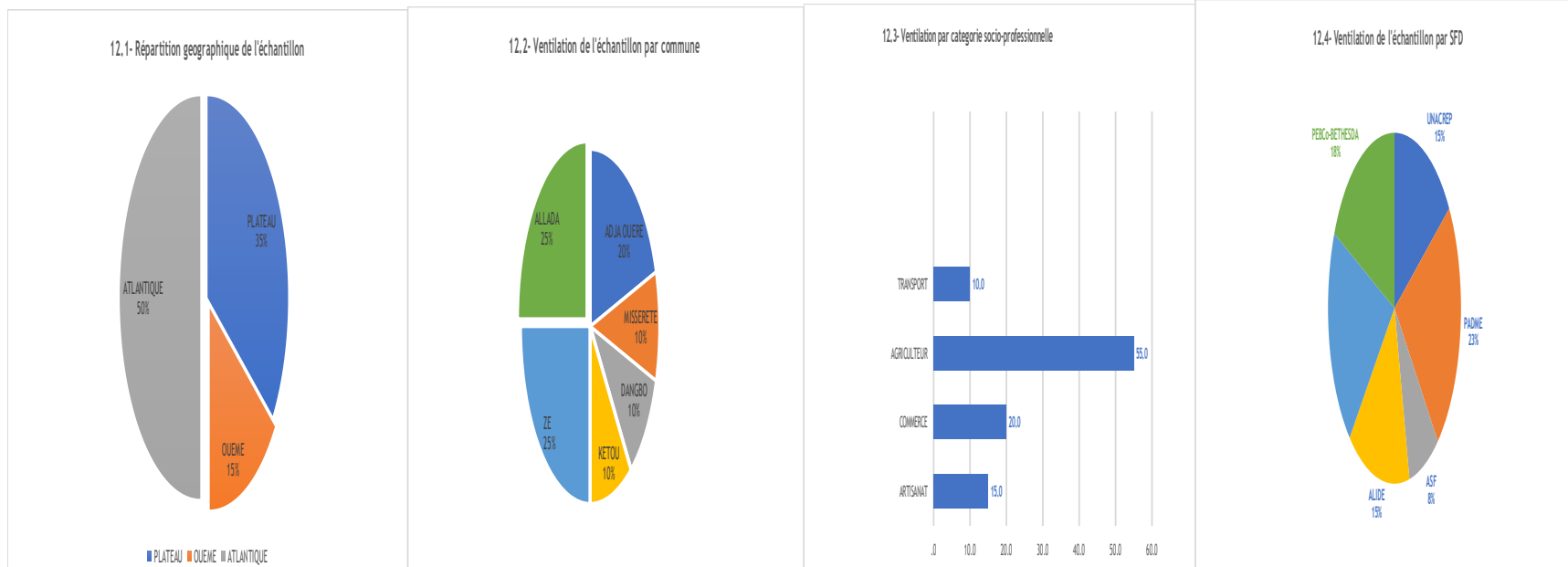
---

Les tendances de contreperformance décrites en tant qu'impact du COVID-19 sur les activités d'épargne et de crédit, d'une part et sur les ratios financiers et la situation financière des SFD d'autre part, pourraient avoir des conséquences sur les situations socio-économique et sanitaire des clients. A cet effet, la mission s'est intéressée à l'impact de la pandémie sur les situations socio-économique et sanitaire des clients des SFD. Dans ce cadre, les analyses ont été faites sur un échantillon de vingt (20) clients sélectionnés au hasard dont 50% à l'intérieur du cordon sanitaire et 50% à l'extérieur du cordon sanitaire.

### 4.2.1- Quelques caractéristiques de l'échantillon de clients étudié

Le graphique n° 12 ci-dessous décrit quelques caractéristiques de l'échantillon de clients étudié :

Graphique n° 12 : COVID-19 et évolution des opérations de transferts par le mobile money



Source : Enquête auprès des clients

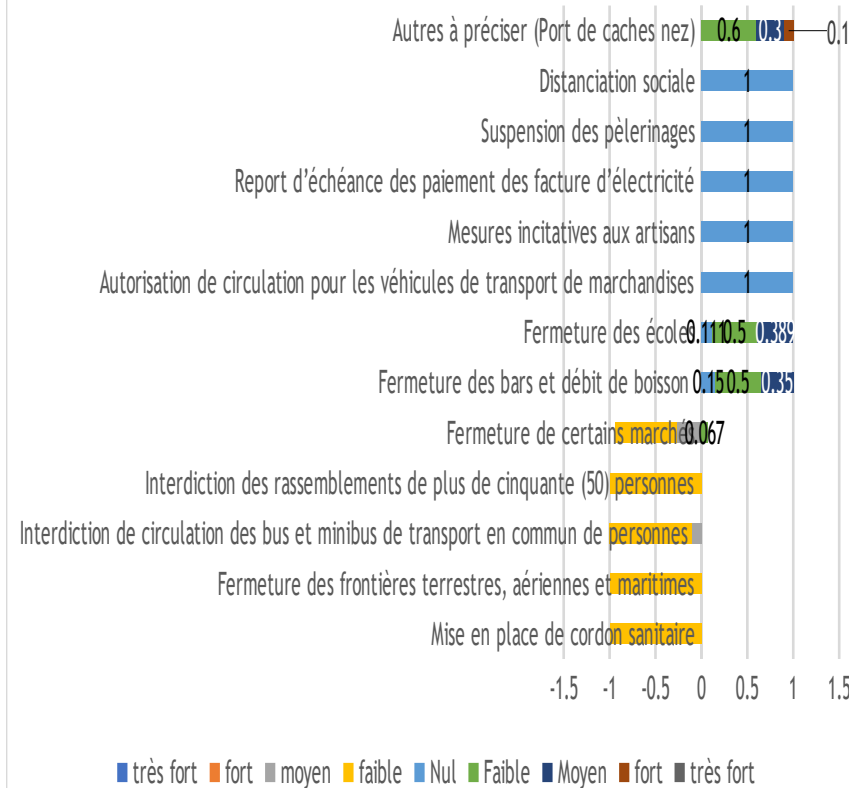
L'on peut comprendre que les agriculteurs prédominent dans l'échantillon. Au niveau des SFD, c'est plutôt les clients des institutions de la FECECAM et de PADME qui ont dominé l'échantillon.

#### 4.2.2- Impact sur la vie sociale et économique des clients

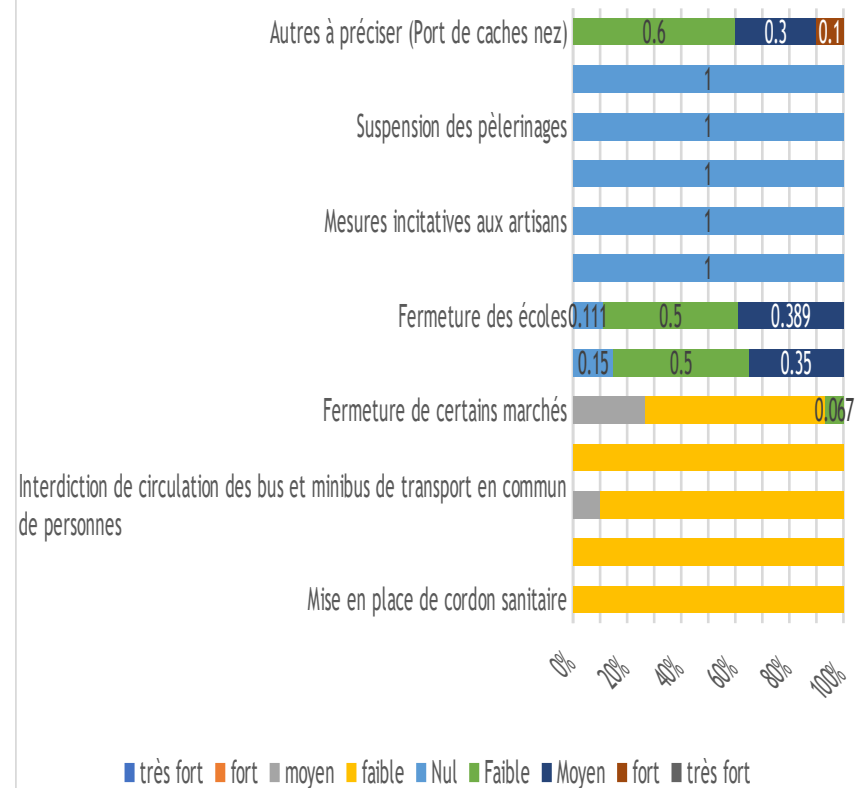
Le graphique n° 13 ci-dessous récapitule les appréciations de l'impact du COVID-19 sur les conditions socio-économiques des clients des SFD

Graphique n° 13 : Mesures gouvernementales du COVID-19 et impacts du les conditions économiques et sociales des clients\_

### 13.1- Impacts des mesures sur les conditions sociales des clients



### 13.2- Impacts des mesures sur les conditions économiques des clients



Source : Enquête auprès des clients des SFD

Les résultats de l'étude montrent que les cinq (05) mesures ci-dessous prises par le gouvernement de la cadre de la gestion de crise relative à la pandémie du COVID-19 ont affecté négativement les conditions sociales des populations, même-si l'impact à fin juin 2020 était encore jugé faible. Il s'agit :

- ✦ de la **mise en place de cordon sanitaire**, qui a limité considérablement la mobilité des populations surtout celles qui sont à l'intérieur du cordon sanitaire ;
- ✦ de la **fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes**, qui a engendré les mêmes conséquences ;

- ✦ de l'interdiction de circulation des bus et minibus de transport en commun de personnes ;
- ✦ de l'interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes, ayant engendré la réduction de la fréquentation des lieux de distraction pour baisser le stress de la vie et les cérémonies culturelles et cultuelles (mariages, funérailles, diverses célébrations, etc.) et
- ✦ de la fermeture de certains marchés.

Les mesures ci-après n'ont engendré quasiment aucun impact direct sur la vie sociale des clients, il s'agit :

- ✦ de l'autorisation de circulation pour les véhicules de transport de marchandises ;
- ✦ des mesures incitatives aux artisans ;
- ✦ des report d'échéance des paiement des factures d'électricité ;
- ✦ de la suspension des pèlerinages et
- ✦ de la distanciation sociale exigée.

Cependant, il est à noter que les trois (03) mesures ci-après ont engendré des impacts positifs dans la vie sociale des clients, même-si l'ampleur de ces impacts est globalement faible encore :

- ✦ la fermeture des bars et débit de boisson, qui a fortement contribué à la réduction de la pollution sonore ;

- ✦ la fermeture des écoles, qui a engendré la réduction des stress des dépenses de scolarité et ;
- ✦ le port de cache-nez, qui a permis de réduire le risque de contamination et de réduire les conséquences de la pollution atmosphérique sur l'organisme.

Sur le plan économique, il faut souligner que (i) la fermeture de certains marchés a affecté considérablement (impact négatif moyen) le niveau de revenu des clients surtout ceux qui interviennent dans le secteur du commerce avec la mévente et la chute des prix des produits, (ii) la mise en place du cordon sanitaire et la (iii) fermeture des frontières ont engendré le renchérissement des frais de transport des marchandises. Le port de cache-nez, malgré ses avantages qui ont été mis en exergue, il est à souligné que cela a engendré l'augmentation des dépenses familiales surtout pour l'achat des produits d'entretien.

La seule mesure ayant engendré quelques impacts positifs (mais faibles) sur l'économie est l'« autorisation de circulation pour les véhicules de transport de marchandises », qui a permis la continuité des activités même en période de crise sanitaire.

Les mesures telles que (i) le report d'échéance des paiements des facture d'électricité et d'eau, (ii) la suspension des pèlerinages et (iii) la distanciation sociale n'ont presque pas d'impact (ou l'impact est négligeable) sur la situation économique des clients.

### 4.2.3- Impact sur le revenu et le comportement à épargner des clients

A ce niveau, la mission s'est intéressée à l'impact de la pandémie sur les variabilités du revenu et sur la propension à épargner des clients.

#### 4.2.3-1. COVID-19 et l'impact sur les variabilités du revenu des clients des SFD

L'enquête auprès des clients a permis d'approcher l'impact de la crise sanitaire sur les revenus de ces derniers, et pour se faire, les revenus en situation où le COVID-19 n'existerait pas ont été comparés aux revenus en période de COVID-19. Le tableau n° 8, ci-dessous en décrit les valeurs :

Tableau n° 8 : COVID-19, impact sur le revenu des clients\_

Sources de revenus	Sans COVID-19		Avec COVID-19 (pendant)		Impacts	
	Montants	Périodicités	Montants	Périodicités	Valeurs	%
Activités agricoles	365 600	Mois	331 000	Mois	-34 600	-9,5%
Activités commerciales	149 444	Hebdomadaire	121 778	Hebdomadaire	-27 666	-18,5%
Artisanat	62 500	Hebdomadaire	55 000	Hebdomadaire	-7 500	-12,0%
Transport	35 000	Par jour	15 000	Par jour	-20 000	-57,1%

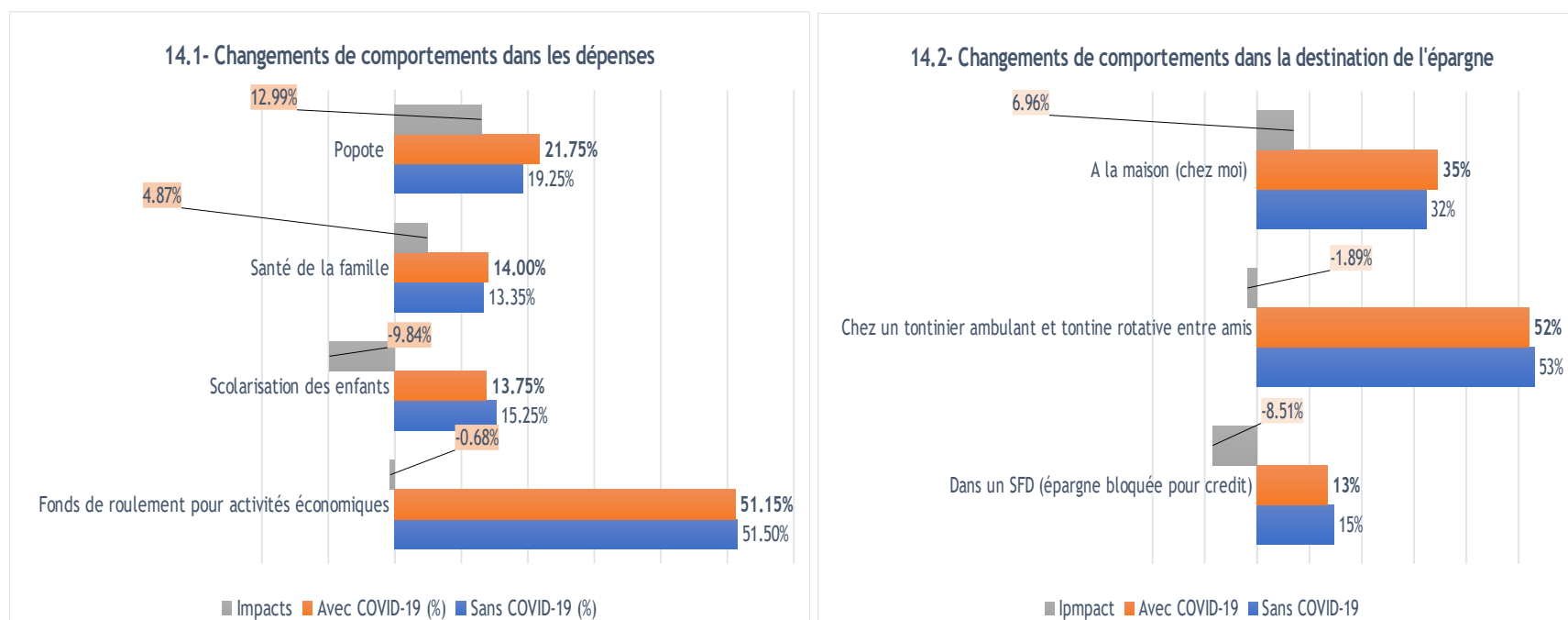
Source : Enquête auprès des clients des SFD

Le revenu moyen mensuel est estimé à 360 324 FCFA par client interviewé en absence du COVID-19, mais en situation de COVID-19, le niveau du revenu moyen mensuel a décru jusqu'à atteindre 295 017 FCFA sur la période de mars à juin 2020, soit un impact négatif estimé à une baisse de 22% environ du revenu moyen mensuel des clients (près de 65 307 FCFA de baisse de revenus). Les secteurs les plus touchés sont le transport (une baisse de 57% du revenu), le commerce (une baisse de 18,5% du revenu moyen) et l'artisanat (une baisse de 12%). L'on comprend donc que le secteur des transports a subi de plein fouet les conséquences des mesures de restriction des déplacements, il en est de même pour le secteur du commerce avec la fermeture de certains marchés et la baisse généralisée des revenus. Cependant, au niveau de l'artisanat, il faut noter que l'impact positif sur le revenu au niveau de ce secteur avec le boom de confections de masque et de dispositifs de lavage des mains n'a pas certainement pu être véritablement constaté sur la période de mars à juin 2020. Toutefois, il faut remarquer que le choc au niveau de ce secteur a été moindre comparativement aux secteurs de transport et du commerce. L'agriculture a été tout de même le secteur le moins exposé sur la période. Ce qui justifierait en partie la situation plus ou moins atténuée au niveau des institutions qui se seraient véritablement orientées vers ce secteur sur la période.

## 4.2.3-2. Impact sur la consommation de biens et services des clients et la propension à épargner

Selon les résultats de l'enquête réalisée auprès des clients, l'on peut estimer à 203 750 FCFA les dépenses de consommation en biens et services des clients interviewés en situation d'absence de COVID-19. Pendant le COVID-19, les dépenses sont plutôt passées à 276 875 FCFA, soit un accroissement d'environ 36%. L'épargne potentielle est alors passée de 156 574 FCFA à 18 142 FCFA. Les graphiques ci-dessous récapitulent les changements de comportement observés dans les dépenses et l'épargne.

Graphique n° 14 : COVID-19 et impacts sur les comportements de consommation et d'épargne



Source : Enquête auprès des clients des SFD

Dans les dépenses, les clients ont essayé de maintenir plus ou moins la part de leurs revenus orientée vers leur fonds de roulement (achat de stock et trésorerie active surtout) mais avec la fermeture des écoles c'est que les dépenses relatives à la scolarisation des enfants ont chuté de 9,84% (ceci renforce le budget familial). Les dépenses en soins de santé des familles se sont par contre accrues 4,87%. Le budget de la popote s'est bien évidemment accru de 13%. Par rapport à l'épargne, il faut remarquer qu'il y a

eu un effet ciseau très défavorable ayant fait baisser l'épargne potentielle de 156 574 FCFA à 18 142 FCFA, soit une décroissance de 88,41% et une tendance qui s'est orientée beaucoup plus vers la thésaurisation (les clients ont préféré garder leur épargne à la maison plutôt que chez les tontiniers ambulants ou SFD.

Face à ces différentes situations décrites par les analyses au niveau des clients et qui, dans une certaine mesure ont déterminé les performances au niveau des institutions, celles-ci n'ont pas manqué de définir et de déployer des stratégies de continuité des activités malgré l'évolution croissante de la pandémie sur la période du deuxième trimestre 2020.

### 4.3- ANALYSE DES STRATÉGIES DE CONTINUITÉ MISES EN PLACE PAR LES SFD

Les informations recueillies auprès des dirigeants révèlent que seules les institutions PEBCo-BETHESDA et RENACA se sont dotées d'un plan de continuité des activités dans le contexte du COVID-19, mais aucune des institutions n'a pu mettre à la disposition de la mission ledit document. Cependant, des informations ont été prises par rapport aux contenus des plans de continuité de façon résumée au niveau de PEBCo-BETHESDA et de RENACA.

#### 4.3.1- Evaluation des mesures prises par PEBCo-BETHESDA

Le tableau n°9 ci-dessous présente le résultat de l'auto-évaluation faite par les responsables de PEBCo-BETHESDA des mesures prises pour juguler la crise liée à la pandémie du COVID-19.

Tableau n°9 : Auto-évaluation des mesures prises par PEBCo-BETHESDA\_

Types de mesures prises par le SFD	Description des mesures	Analyse de l'impact sur l'IMF								
		Négatif				Nul	Positif			
		Très fort	Fort	Moyen	Faible		Faible	Moyen	Fort	Très fort
Protection sanitaire	Demander au personnel de respecter les mesures d'hygiènes appropriées				X					
	Encourager le personnel à éviter les rencontres de groupes			X						
	Reconsidérer les besoins en RH, l'ajuster si nécessaire. Pour le personnel qui a des congés à prendre et dont l'absence n'aura pas d'incidence sur la continuité des activités, le mettre en congé dès que possible				X					
Opérationnelles en	Annulation/ Report des formations, des voyages, des				X					



Types de mesures prises par le SFD	Description des mesures	Analyse de l'impact sur l'IMF								
		Négatif				Nu l	Positif			
		Très fort	Fort	Moyen	Faible		Faible	Moyen	Fort	Très fort
financière en lien avec les IMF ou le secteur financier	Caisses									

Source : Enquête auprès des SFD

Face à la situation du COVID-19, RENACA a dû suspendre les mises en place de crédits. Cette stratégie a engendré la chute de l'encours de crédit et la montée des impayés, mais elle a surtout permis d'éviter des situations d'impayés massifs. Les crédits mis en place courant la crise ne pourraient pas être utilisés pour les activités commerciales, vu le cordon sanitaire mis en place par le gouvernement, la fermeture des frontières d'avec les pays voisins. Les activités de crédit ont été plus orientées vers le secteur agricole. La période du COVID-19 a permis également d'apurer partiellement les congés pays dus aux agents. L'institution a également procédé au placement en DAT des ressources financières oisives des Caisses. L'impact est globalement positif et fort au niveau de RENACA.

#### 4.4- EVALUATION DES MESURES D'ATTÉNUATION PRISES PAR LA BCEAO

Dans le souci de juguler la crise en atténuant ses effets sur le système financier, la BCEAO a pris un certain nombre de mesures. Ces mesures sont pertinentes selon les résultats des enquêtes auprès des acteurs et leur évaluation se présente comme suit :

Tableau n° 11 : Evaluation des mesures d'atténuation prises par la BCEAO

Types de mesures prises par la BCEAO	Analyse de l'impact sur les IMF								
	Négatif				Nul	Positif			
	Très fort	Fort	Moyen	Faible		Faible	Moyen	Fort	Très fort
Les IMF sont autorisées à accorder à leur clientèle affectée par les effets de la pandémie et qui le sollicite, un report d'échéances sur leurs prêts, pour une période de 3 mois renouvelable une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard (Avis n° 005-04-2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-19)			X						
Les concours accordés par les établissements de crédit aux IMF sont éligibles aux dispositions de l'Avis n° 005-04-2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-10. Les IMF qui le souhaitent sont, en					X				

Types de mesures prises par la BCEAO	Analyse de l'impact sur les IMF								
	Négatif				Positif				
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Nul	Faible	Moyen	Fort	Très fort
conséquence invitées à se rapprocher de leurs partenaires bancaires pour bénéficier de la mesure de report d'échéances de leurs engagements.									
Conformément aux dispositions de la Décision du Comité de Politique Monétaire n°061-03-2011 du 2 mars 2011, les crédits bancaires octroyés aux IMF visées à l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD sont admissibles en support des refinancements de la BCEAO. A titre exceptionnel, pour accroître la liquidité en faveur du secteur de la microfinance, le guichet spécial de refinancement des effets portés sur les PME est élargi aux créances bancaires détenues sur ces IMF.					X				
La gratuité, à l'échelle nationale, des transferts de monnaie électronique entre personnes pour les montants inférieurs ou égaux à 5 000 FCFA, y compris les virements de comptes bancaires vers les porte-monnaies électroniques, et vice-versa (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).					X				
La gratuité des paiements de factures d'eau et d'électricité, via la téléphonie mobile, pour les montants inférieurs ou égaux 50.000 FCFA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).					X				
La suppression, par les émetteurs de monnaie électronique, des commissions payées par les commerçants sur les paiements marchands, adossés à la monnaie électronique (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).					X				
La réduction de 50%, par les banques, des commissions payées par les commerçants sur les paiements marchands, adossés à la carte dans le réseau du Groupement Interbancaire Monétaire de l'UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).						X			
Le relèvement du plafond de rechargement du porte-monnaie électronique de 2 à 3 millions FCFA et du cumul mensuel de rechargement de 10 à 12 millions FCFA, mesure applicable uniquement aux clients régulièrement identifiés (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).							X		
La réduction de 50% des frais appliqués aux virements bancaires de la clientèle, traités via le Système Interbancaire de Compensation Automatisé de l'UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).					X				
Assouplissement des conditions d'ouverture des comptes de monnaie électronique. A cet titre, les émetteurs de monnaies électroniques sont autorisés, à activer les porte-monnaie électroniques sur la base des données de la téléphonie mobile, sous réserve					X				

Types de mesures prises par la BCEAO	Analyse de l'impact sur les IMF								
	Négatif				Nul	Positif			
	Très fort	Fort	Moyen	Faible		Faible	Moyen	Fort	Très fort
de recueillir par tout moyen l'accord du client et de réaliser les diligences liées à l'identification à distance, dans la limite des plafonds réglementaires (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).									
La baisse de 50% des frais de retrait par carte bancaire dans le réseau régional du GIM-UEMOA (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).							X		
La banque Centrale engage la communauté bancaire à assurer la disponibilité et la qualité des services au niveau des guichets automatiques et des terminaux de paiements électroniques (mesure entrée en vigueur le 3 avril 2020, pour une période de 30 jours renouvelable en fonction de l'évolution de la situation sanitaire).					X				

Source : Enquête auprès des SFD

La communication sur le report d'échéance autorisé par la BCEAO a engendré au sein de la clientèle des comportements de non remboursement. La plupart des SFD n'ont pas pu appliquer cette mesure et ont prétexté ne pas disposer de comptes spécifiques dans le référentiel comptable pour y procéder. Par rapport au report d'échéances que pourrait avoir les SFD à leur tour par rapport aux refinancements reçus de leurs partenaires, la communication autour des facilités n'est pas effective et suffisante. Bon nombre des SFD ne sont pas informés de ces mesures ou n'y sont pas éligibles. Toutes les banques ne sont pas éligibles aux guichets de la Banque Centrale et certains SFD ont échoué dans leurs approches à ce niveau.

Globalement des défis de communication et de sensibilisation par rapport à ces mesures se posent véritablement car elles sont moins connues des acteurs devant en bénéficier.

#### 4.5- PRONOSTIC DES IMPACTS SUR LA SITUATION ORGANISATIONNELLE ET FINANCIÈRE À L'HORIZON D'UN AN SELON 2 SCÉNARIOS : (1) LEVÉE DE TOUTES LES RESTRICTIONS (2) RECONDUCTION DES RESTRICTIONS IMPOSÉES LE 1ER AVRIL.

La plupart des institutions n'ont pas pu fournir les informations nécessaires (souhaitées) malgré les multiples relances. Ce qui n'a pas permis de réaliser le stress-test sur la trésorerie au bout d'un (01) suivant les deux (02) hypothèses que sont la levée de toutes les restrictions et la reconduction des restrictions imposées le 1<sup>er</sup> avril 2020. Seule PEBCo-BETHESDA a fourni quelques informations sur des projections financières qui ne tiennent pas compte des hypothèses du stress-test.

## V- SYNTHÈSE DES ANALYSES : IDENTIFICATIONS DES DÉFIS ET RECOMMANDATIONS

Les différentes analyses faites dans le cadre de la présente étude, ont permis de cerner les conséquences de la crise sanitaire sur la situation des systèmes financiers décentralisés partenaires du ProFinA et sur celle de leurs clients. Il est clair que la pandémie a affecté négativement ces différentes cibles, même si l'ampleur des impacts déterminés, était encore faible à fin juin 2020. Nul doute dans le temps les impacts réels vont commencer par se révéler davantage et se préciser. Toutefois, les résultats obtenus ici, permettent aux décideurs que sont les dirigeants des SFD, les autres acteurs du secteur (le régulateur et l'association professionnelle) et les partenaires techniques et financiers d'anticiper sur un certain nombre de défis majeurs.

### 5.1- IDENTIFICATION ET ANALYSE DES DÉFIS

A la lumière des résultats de l'étude, basés sur l'analyse des réalités vécues par les SFD, les six (06) défis majeurs ci-dessous méritent d'être retenus, il s'agit :

- (1) **de la digitalisation des activités adaptée aux réalités sociologiques et culturelles des cibles des SFD (principalement analphabètes), surtout pour l'offre de produits et services, d'une part et la numérisation au maximum possible de la gestion administrative dans les organisations, d'autre part ;**
- (2) **L'éducation financière au digital des clients des SFD en milieu rural agricole ;**
- (3) **Le renforcement des dispositions de gestion des risques des SFD, surtout sur le volet de l'anticipation dans le management des risques ;**
- (4) **L'assainissement de la qualité des portefeuilles de crédit ;**
- (5) **Le perfectionnement des outils et compétences de gestion automatisée des finances des institutions de microfinance et ;**
- (6) **La mobilisation de ressources financières adaptées aux réalités du COVID-19 et post-COVID-19 pour assurer une bonne reprise des activités.**

En effet les SFD partenaires du ProFinA doivent changer de paradigme en matière de gestion de leurs activités et de leurs organisations pour mieux répondre aux nouvelles exigences qu'impose la réalité du COVID-19. La GIZ/ProFinA en tant que partenaire privilégié pour l'accompagnement des SFD dans la promotion du financement du monde agricole aura non seulement à assister les SFD à arrimer leurs approches d'offre de produits et services aux facilités et opportunités qu'offre la technologie (le digital et le numérique), mais aussi et surtout accompagner l'éducation financière digitale des clients du monde paysans et rural. L'innovation dans l'offre de produits et services, et l'innovation organisationnelle seront les facteurs clés de réussite et de pérennité des institutions dans le moyen et le long terme.

## 5.2- RECOMMANDATIONS ET BESOINS EN APPUIS DES SFD

---

### 5.2-1. Recommandations de la mission

Des défis précédemment énumérés, il se dégage un certain nombre de recommandations importantes pour les SFD partenaires du ProFinA et la GIZ/ProFinA, pour gérer au mieux les conséquences de la crise relative au COVID-19. Il s'agit :

#### ➤ ***Pour les institutions de microfinance***

---

- Se doter d'une politique et d'une stratégie formelle de digitalisation des activités ;
- Se doter d'une politique et d'une stratégie d'innovation ;
- Mobiliser les partenaires techniques autour de l'éducation financière et digitale des clients en milieu rural et agricole ;
- Améliorer les outils de management de risques ;
- Définir des stratégies de recouvrement appropriées aux réalités du monde rural et agricole surtout en cette période de COVID-19 ;
- Maintenir les mesures barrières contre le COVID-19 ;
- Rechercher et mobiliser les ressources adéquates à la reprise des activités pendant et après le COVID-19 en étudiant toutes les opportunités offertes par le gouvernement béninois actuellement ;
- Améliorer la gestion prévisionnelle des effectifs ;
- Limiter les prises de risques au strict minimum et ;
- Former le personnel sur les bonnes pratiques de terrain à adopter dans le contexte du COVID-19.

#### ➤ ***Pour la GIZ/ProFinA***

---

- Appuyer les institutions partenaires à se doter de politiques et de stratégies de digitalisation de leurs activités et de leurs organisations surtout en milieu rural et agricole ;
- Mettre en place des guides d'éducation financière digital des clients en milieu rural et agricole ;

- Appuyer les SFD dans le recouvrement des crédits agricoles en impayé surtout pour les filières stratégiques de la GIZ/ProFinA, par l'encadrement technique (formation, appui-conseil et suivi) dans l'analyse non financière des crédit et l'éducation financière en milieu rural et agricole ;
- Aider les institutions à se doter de bons outils de management des risques ;
- Faciliter la mobilisation des ressources adaptées aux SFD partenaires.

## 5.2-2. Besoins d'appuis des SFD partenaires du ProfinA

Les besoins d'appuis identifiés à l'issue de la mission concernent :

- ✦ Les facilitations pour les recouvrements des crédits agricoles impayés (surtout pour les filières promues par la GIZ/ProFinA) ;
- ✦ La facilitation pour la mobilisation de ressources financières adaptées ;
- ✦ Les appuis pour l'élaboration de politiques et de stratégies de digitalisation de l'offre de services financiers en milieu rural ;
- ✦ Les appuis à l'élaboration des plans de continuité des activités relatifs au COVID-19 en milieu rural et agricole ;
- ✦ L'éducation financière digitale des clients en milieu rural et ;
- ✦ Les appuis conjoints avec le FNDA pour le renforcement des capacités techniques des acteurs du crédit dans le milieu rural.

## CONCLUSION

L'étude a montré à suffisance que la situation de la crise sanitaire n'a véritablement épargné aucune catégorie d'acteurs. Son impact est globalement négatif et faible quand on se réfère aux tendances analysées à fin juin 2020. Les réalités observées à fin septembre 2020 au niveau du secteur de la microfinance particulièrement et au niveau de l'ensemble de l'économie béninoise en général, peuvent déjà permettre aux décideurs de se rendre compte de l'aggravation de l'impact. Les réflexions faites ici ont permis de mieux cerner l'impact pour pouvoir bien se projeter dans l'avenir qui jusqu'à présent est rempli d'incertitudes.

L'une des clés principales, qui permettra de mieux juguler cette crise c'est l'innovation technologie dans l'offre de produits et service et dans l'organisation de la gestion administrative des institutions. Le ProFinA devra accompagner les institutions partenaires à asseoir une bonne politique et des stratégies pertinentes dans ce domaine car leur pérennité en dépend.

La survenance de la crise a mis en évidence un certain nombre de faiblesses dans le dispositif de management des risques des SFD, qui ont subi presque impuissantes les affres du COVID-19. Il s'agira d'appuyer ses institutions pour renforcer leur risk-management.

L'ensemble des recommandations et besoins en appuis identifiés dans le présent document, doit servir de base pour la mise sur pieds de plans d'accompagnement aux SFD partenaires du ProFinA.

---

## ANNEXES

### ANNEXE N° 1 : TERMES DE REFERENCE

#### Termes de référence

APPUI A LA REALISATION DE L'ETUDE DE L'IMPACT DE LA PANDEMIE DE COVID-19 SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES  
PARTENAIRES du ProFinA

## I- CONTEXTE

La Coopération allemande appuie le secteur agricole avec entre autres les projets Promotion de l'Agriculture (ProAgri), Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire (ProCIVA), Protection et Réhabilitation des Sols (ProSOL) ainsi que Politique Foncière Responsable (ProPFR). Comme l'accès au financement est un défi commun des groupes cibles de ces projets, le projet Promotion du Financement Agricole (ProFinA) s'ajoute à ce portefeuille de projets.

Dans la mise en œuvre du projet ProFinA, la GIZ a réalisé plusieurs activités au profit des PME agricoles/OPA et institutions financières partenaires à savoir RENACA, UNACREP, PADME, PEBCO et ALIDé. SFD, SIA N'SON-MICROFINANCE et CORIS BANQUE...

L'explosion récente de la pandémie de coronavirus (COVID-19) est une situation inédite à l'échelle mondiale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autorités sanitaires du monde entier prennent des mesures pour ralentir l'apparition du COVID-19 et réduire les taux d'infection. Une série de politiques et de mesures sont prises par les gouvernements nationaux - fermeture des frontières, quarantaines obligatoires, restrictions à la circulation, interdiction des grands rassemblements, confinement de villes ou de pays entiers - qui entraînent de vastes changements dans la vie quotidienne et pour l'activité des entreprises.

Si de nombreuses entreprises élaborent et appliquent des plans de continuité de l'activité pendant la pandémie actuelle, tous les employeurs doivent se préparer correctement pour faire face à mesure que s'étend la pandémie de COVID-19, y compris en se préparant à réduire leurs activités ou à d'éventuelles fermetures obligatoires d'entreprises.

Au Bénin, les premiers cas de la maladie de Covid-19 sont détectés à partir du 16 mars 2020 et les mesures prises par le Gouvernement sont allées jusqu'à la mise en place d'un cordon sanitaire en plus de la mise en quarantaine systématique des voyageurs et de la fermeture des frontières. Il faut noter que le Conseil des Ministres du 06 Mai 2020 a procédé à la levée du cordon sanitaire. Cette mesure s'accompagne de l'organisation progressive des dépistages de masse à commencer par les groupes les plus exposés.

Cependant toutes les autres mesures barrières sont restées en vigueur notamment :

- l'interdiction de circulation des bus et minibus de transport en commun de personnes ;
- les mesures relatives aux frontières terrestres et aériennes.
- le port obligatoire de masques en tous lieux ;
- le lavage systématique des mains à l'eau et au savon ou la désinfection des mains par une solution hydroalcoolique ;
- l'observance de la distance de sécurité sanitaire d'un (1) mètre au minimum entre personnes ;
- la fermeture des bars, discothèques, églises, mosquées et autres lieux de cultes, plages et autres lieux de réjouissance ;
- l'interdiction aux taxis-motos de transporter plus d'une personne à la fois ;
- l'obligation pour les employeurs, sur les lieux de travail, de faire respecter le port systématique de masques, d'installer le dispositif de lavage des mains et de faire respecter la distance d'un (1) mètre minimum entre personnes ;
- la limitation du nombre de passagers à bord des taxis à trois (03) au maximum pour les véhicules de 5 places et à 5 au maximum pour les véhicules de 7 places ;
- la prescription aux usagers des espaces marchands (boutiques, magasins, supermarchés, marchés ordinaires et autres) d'observer la distance d'au moins un (1) mètre entre personnes, avec port de masque ;

- l'autorisation des rassemblements non festifs et des cérémonies d'inhumation ne regroupant pas plus de cinquante (50) personnes, lesquelles doivent respecter la distance d'un (1) mètre minimum entre elles et le port de masque ;

Les impacts de ces mesures sur les institutions financières au Bénin sont probants, aussi bien sur le plan de leur propre organisation que celui de la santé (financière) de leurs clients :

Impact sur l'organisation et le personnel :

- Les membres du personnel tombent malades et indisponibles pendant une période +/- longue ;
- Les membres du personnel refusent de se rendre dans une zone surpeuplée ou infectée ;
- Les mesures de protection rallongent la durée des opérations (interne et de clientèle) en Agence (frustration des clients, plaintes ...),

Impact sur les clients :

- Le ralentissement, voire arrêt des activités met les clients en difficultés de rembourser le crédit : le taux de PAR augmente jusqu'à deux chiffres ;
- Les clients font des retraits massifs d'épargne ;

Impact sur l'institution financière :

- Le défaut de remboursement des crédits entraîne des problèmes de liquidité (non-respect des contrats) ;
- Le retrait massif de l'épargne entraîne, lui aussi, des problèmes de liquidité ;
- L'établissement de nouveaux prêts est ralenti, voire arrêté ;
- Les problèmes de liquidité alerteront toutes les parties prenantes (partenaires financiers, régulateur) et cela déclenchera une chaîne d'événements pouvant aboutir jusqu'à la faillite.

Une IF partenaire du projet a élaboré un « Plan de gestion de crise et de continuité des activités » qui présente une panoplie d'effets réels et potentiels de la crise et de mesures pour les atténuer, sans pour chiffrer ces effets et mesures. La GIZ à travers son projet ProFinA entend mesurer l'impact de cette pandémie covid-19 sur ses institutions financières partenaires.

A travers les présents TDR, il est donc fait appel aux services d'un Consultant ayant des compétences et expériences avérées dans les études similaires.

## II- OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de la mission est de réaliser une étude d'évaluation des effets intermédiaires, dans une démarche descriptive et analytique sur l'impact de la pandémie COVID-19 sur les Institutions Financières partenaires de la GIZ/ProFinA.

De façon spécifique, il s'agira de :

- 9) Reconstituer la situation de référence des IF à partir des indicateurs clés pertinents ;
- 10) Analyser les stratégies mises en œuvre par les IF pour assurer la continuité des activités ;
- 11) Evaluer l'efficacité du plan de continuité par rapport aux effets escomptés et aux activités tels que formulés dans le document de plan ;

- 12) Evaluer les effets du COVID-19 sur les différents domaines de gestion des IF et les chiffrer dans la mesure du possible, notamment :
  - i. Coûts occasionnés par les mesures de protection ;
  - ii. Présence au poste et motivation du personnel ;
  - iii. Baisse des activités (en termes d'accueil de clients, communication, opérations de dépôt et de retrait, signature de contrats et décaissement de prêts ...) ;
  - iv. Evolution des indicateurs/ratios financiers depuis le 1<sup>er</sup> Avril 2020 (encours, PAR, situation de liquidité, ...) en comparaison avec la même période des années antérieures ;
  - v. Pronostic des impacts sur la situation organisationnelle et financière d'ici un an selon 2 scénarios : (1) levée de toutes les restrictions (2) reconduction des restrictions imposées le 1<sup>er</sup> Avril.
- 13) Décrire les mesures prises par la BCEAO pour atténuer les impacts de la crise sur le secteur financier et évaluer leur opportunité/pertinence pour les IF partenaires du ProFinA ;
- 14) Evaluer les mesures financières prises ou envisagées par les IF partenaires envers leurs clients et leurs partenaires financiers (différé de remboursement, restructuration des prêts, demandes de report d'échéance ...) ;
- 15) Evaluer les besoins en appui de la part des partenaires techniques ou financiers des IF ;
- 16) Analyser les nouveaux défis au regard des résultats obtenus et en rapport avec la stratégie d'intervention de la GIZ/ProFinA, de son plan d'action et de celui des partenaires financiers.

### III- RESULTATS ATTENDUS

De façon globale, le Consultant évaluateur produira un rapport d'évaluation qui se prononce sur les points susmentionnés, en basant ses constats dans la mesure du possible sur l'analyse des chiffres relevés par lui-même ou fournis par les IF.

### IV- METHODOLOGIE

L'évaluation sera basée sur une approche intégrant une démarche participative (impliquant GIZ/ProFinA les IF et autre acteurs importants du secteur de la microfinance au Bénin (Consortium ALAFIA, ANSSFD etc...) et quantitative (analyse des données disponibles au niveau des IF, du MEF, de la BCEAO etc.). Pour cette dernière, le choix des IF à prendre en compte dépendra de la disponibilité et qualité des données dont le Consultant aura besoin. La méthodologie à adopter pour la mission sera proposée par le Consultant dans son offre et validée par le commanditaire.

#### 1. Consultation de la base documentaire

Le Consultant collectera toutes les données macro disponible sur l'impact de la crise COVID 19 sur le secteur financier au Benin et dans les pays membres de la BCEAO. Il consultera les plans de gestion de crise et de continuité, élaborés par les IF partenaires du ProFinA. Les documents du projet, les différents rapports d'activité et toute la base documentaire du GIZ/ProFinA est à sa disposition pour peaufiner son approche.

## 2. Réunion de cadrage

La réunion de cadrage permettra de mieux centrer les grandes attentes qui sous-tendent la réalisation de la mission. Plus précisément, cette séance permettra de valider la démarche à adopter, la population mère, la taille de l'échantillon et de présenter le chronogramme d'exécution des activités prévues (y compris la collecte de données). Les IF sélectionnées pour une analyse approfondie participeront à cette réunion. Le Consultant fait la synthèse des points discutés et décisions prises dans un compte rendu qu'il remet aux participants le lendemain de la réunion.

## 3. Mission de terrain

L'évaluateur conduira sa mission dans les zones d'intervention des IF partenaires de la GIZ/ProFinA pour se rendre compte de la réalité des faits et réalisations, au travers d'échanges et de visites auprès des institutions cibles. A cette étape, il se fera assister des agents compétents ayant de forte expérience dans la collecte des données.

Il travaillera également au niveau siège des IF sélectionnées (collecte des données, entretien avec la Direction et les cadres dirigeants, ...).

## 4. Entretiens à Cotonou et analyse des données et informations

Le Consultant mènera des entretiens avec les institutions gouvernant le secteur financier et celui de la microfinance, notamment Consortium ALAFIA, ANSSFD, MEF, BCEAO etc. Il analysera les données et informations collectées et les mettra en état selon le schéma proposé dans son offre.

## 5. Restitution et rapports

A la fin de la mission, le Consultant devra faire une première restitution à la GIZ/ProFinA après le traitement des données pour avoir les orientations du rapport provisoire. Ensuite il sera déposé un rapport provisoire qui sera étudié par le commanditaire qui décidera de son approbation lors d'un atelier de restitution des travaux qui réunira toutes les parties prenantes (IF Partenaires, APSFD-BENIN et autres acteurs).

# ANNEXE N° 2 : OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

## Questionnaire d'enquête pour la collecte d'informations auprès Gouvernement

### Partie n° 0 : Identification de l'enquêté

Nom et Prénoms de l'enquêté : .....

Poste occupé .....

Contacts de l'enquête .....

Nom et prénoms de l'enquêteur : .....

**Partie n° 1 : Mesures prises par le Gouvernement et analyse de l'impact sur le secteur de la microfinance**

Types de mesures prises par le gouvernement	Analyse de l'impact sur les IMF									Commentaire et explication de l'impact
	Négatif				Nul	Positif				
	très fort	fort	moyen	faible		Faible	Moyen	fort	très fort	
Mise en place de cordon sanitaire										
Fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes										
Interdiction de circulation des bus et minibus de transport en commun de personnes										
Interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes										
Autorisation de circulation pour les véhicules de transport de marchandises										
Mesures incitatives aux artisans										
Report d'échéance des paiement des facture d'électricité										
Autres (à préciser)										

1- Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF et implications pour l'IMF afin de contenir une quelconque reprise de la pandémie et ou assurer une bonne reprise des activités et comparaison avec les bonnes pratiques identifiées

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
<b>Pour contenir la pandémie</b>	1.			
	2.			
	3.			

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			
Pour assurer une bonne reprise des activités	1.			
	2.			
	3.			
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			

	<b>Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF</b>	<b>Implications pour l'IMF</b>	<b>Comparaisons avec les bonnes pratiques</b>	<b>Commentaires</b>
	9.			
	10.			







2- Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF et implications pour l'IMF afin de contenir une quelconque reprise de la pandémie et ou assurer une bonne reprise des activités et comparaison avec les bonnes pratiques identifiées

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
<b>Pour contenir la pandémie</b>	11.			
	12.			
	13.			
	14.			
	15.			
	16.			
	17.			
	18.			
	19.			
	20.			
<b>Pour assurer une bonne reprise des</b>	11.			
	12.			
	13.			

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
<b>acti tés</b>	14.			
	15.			
	16.			
	17.			
	18.			
	19.			
	20.			

## Questionnaire d'enquête pour la collecte d'informations auprès Gouvernement

### Partie n° 0 : Identification de l'enquêté

Institution .....

Nom et Prénoms de l'enquêté : .....

Poste occupé .....

Contacts de l'enquêté .....

Nom et prénoms de l'enquêteur : .....

### Partie n° 1 : Mesures prises par l'APSFD et analyse de l'impact sur le secteur de la microfinance

Types de mesures prises par le gouvernement	Analyse de l'impact sur les IMF									Commentaire et explication de l'impact
	Négatif				Nul	Positif				
	très fort	fort	moyen	faible		Faible	Moyen	fort	très fort	
Sensibilisation des SFD										
Etude d'évaluation des dispositifs de lutte contre le COVI-19 mis en place dans les SFD										
Autres (à préciser)										

3- Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF et implications pour l'IMF afin de contenir une quelconque reprise de la pandémie et ou assurer une bonne reprise des activités et comparaison avec les bonnes pratiques identifiées

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
<b>Pour contenir la pandémie</b>	21.			
	22.			
	23.			
	24.			
	25.			

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
	26.			
	27.			
	28.			
	29.			
	30.			
<b>Pour assurer une bonne reprise des activités</b>	21.			
	22.			
	23.			
	24.			
	25.			
	26.			
	27.			
	28.			
	29.			
	30.			

**Outil 2\_ Impact global sur les clients : vie sociale et vie économique**

**Partie n°0 : Identification**

Département .....

Commune .....

Arrondissement .....

Nom et Prénoms de l'enquêté ou raison sociale (si personne morale) : .....

Profession ou activité principale.....

Institution de microfinance fréquentées .....

Contacts de l'enquêté .....

Nom et prénoms de l'enquêteur : .....

**Partie n°1 : Impact sur la vie sociale et économique**

**Echelle d'évaluation de l'impact**

<i>Négatif</i>				<i>N</i>	<i>Positif</i>			
<i>t</i>	<i>f</i>	<i>mo</i>	<i>fa</i>	<i>u</i>	<i>Fa</i>	<i>Mo</i>	<i>f</i>	<i>t</i>
<i>r</i>	<i>o</i>	<i>ye</i>	<i>ibl</i>	<i>l</i>	<i>ibl</i>	<i>ye</i>	<i>o</i>	<i>r</i>
<i>è</i>	<i>r</i>	<i>n</i>	<i>e</i>		<i>e</i>	<i>n</i>	<i>r</i>	<i>è</i>
<i>s</i>	<i>t</i>						<i>t</i>	<i>s</i>
<i>f</i>								<i>f</i>
<i>o</i>								<i>o</i>
<i>r</i>								<i>r</i>
<i>t</i>								<i>t</i>
-	-	-2	-1	0	1	2	3	4
4	3							

Domaines	Description des mesures	Description de l'impact des mesures sur la vie sociale et solutions ou réactions du client face à la mesure	Evaluation de l'impact	Description de l'impact sur la vie économique et solutions ou réactions du client face à la mesure	Evaluation de l'impact
Mesures prises par le gouvernement	Mise en place de cordon sanitaire				
	Fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes				
	Interdiction de circulation des bus et minibus de transport en commun de personnes				
	Interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes				

Domaines	Description des mesures	Description de l'impact des mesures sur la vie sociale et solutions ou réactions du client face à la mesure	Evaluation de l'impact	Description de l'impact sur la vie économique et solutions ou réactions du client face à la mesure	Evaluation de l'impact
	Fermeture de certains marchés				
	Fermeture des bars et débit de boisson				
	Fermeture des écoles				
	Autorisation de circulation pour les véhicules de transport de marchandises				
	Mesures incitatives aux artisans				
	Report d'échéance des paiement des facture d'électricité				
	Suspension des pèlerinages				
	Distanciation sociale				
	Autres (à préciser)				

**Partie n° 2 : Quantification des changements de comportements au niveau des clients**

1- Analyses des changements de comportements au niveau des clients personnes physiques (clients individuels et membres de groupements) : **Revenus disponibles, consommation, épargne**

**A. Sources et estimation des revenus et dépenses**

1- a) Quelles sont vos sources de revenus, les plus importantes et combien vous rapportent-elles pour ces mois ?

Sources de revenus	Sans COVID-19 (avant)		Avec COVID-19 (pendant)	
	Montants	Périodicités	Montants	Périodicités
Activités agricoles				
Activités de transformation				
Activités commerciales				
Artisanat				
Télécommunication				
Transport				
Fonctionariat				
Soutiens des parents/amis				
Emprunts				
Autres				

b) A combien peut-on évaluer vos dépenses mensuelles avant COVID-19?

a-]10 000;25 000] ; b- ]25 000; 50 000 ] ; c- ] 50000; 100000] ; d- ]100000; 200000 ] ; e- ]200000; 300000 ] ; f- ]300000; 400000 ] ; g- ]400000; 500000 ] ; h- ]500000; 700000 ] ; i- ]700000; 900000 ] ;j- ]900000; 1 100 000 ] ; k-]1 100 000; 1 300 000 ] , l- ]1 300 000; 1 500 000 ] ; m- > 1 500 000

c) A combien peut-on évaluer vos dépenses mensuelles pendant le COVID-19?

a-]10 000;25 000] ; b- ]25 000; 50 000 ] ; c- ] 50000; 100000] ; d- ]100000; 200000 ] ; e- ]200000; 300000 ] ; f- ]300000; 400000 ] ; g- ]400000; 500000 ] ; h- ]500000; 700000 ] ; i- ]700000; 900000 ] ;j- ]900000; 1 100 000 ] ; k-]1 100 000; 1 300 000 ] , l- ]1 300 000; 1 500 000 ] ; m- > 1 500 000

**B. Nature des dépenses : comportements dans la consommation**

Types de dépenses régulièrement effectuées	Sans COVID-19 (les montants ou les pourcentages)	Avec COVID-19 (les montants ou les pourcentages)

Types de dépenses régulièrement effectuées	Sans COVID-19 (les montants ou les pourcentages)	Avec COVID-19 (les montants ou les pourcentages)

**A. Capacité à épargner (propension et comportement à épargner)**

- 2- a) Arrivez-vous à épargner ? 1- Oui ; 2- Non  oui Combien épargniez-vous en moyenne par mois avant le COVID-19?
- b-2) Si oui Combien épargnez-vous en moyenne par mois avec le COVID-19?
- c) Si non pourquoi ?

3- Comment épargnez-vous ? (Destination de vos revenus non consommés et proportions)

Destinations	Sans COVID-19		Avec COVID-19	
	Cocher	Proportion	Cocher	Proportion
Dans un compte en banque				
Dans un SFD				
Chez un tontinier ambulant				
Chez tontinier SFD				
A la maison (thésaurisation)				
Chez un ami ou un parent (thésaurisation)				
Autres (préciser)				

4- Dans les SFD, quels sont les produits d'épargne dont vous bénéficiez ?

Produits d'épargne	Sans COVID-19		Avec COVID-19		Pourquoi?
	Cocher	Institutions	Cocher	Institutions	
Tontine					

DAV					
DAT					
EB					
Autres (préciser)					

2- Analyses des changements de comportements au niveau des clients personnes morales (entreprises) : **production de biens et services, chiffre d'affaires et investissement.**

a- Préciser l'activité de l'entreprise .....

et le secteur d'activité .....

b- Quels sont les changements observés dans votre entreprise avec l'avènement du COVID-19 ?

Domaines	Éléments impactés	Description de l'impact et explication	Evaluation de l'impact	Coût financier de l'impact	Gain financier de l'impact
<b>Appareils de production</b>	Achat de matières premières				
	Moyens matériels de production (équipements)				
	Moyens humains de production				
<b>Production</b>	Les types de produits				
	Les types de services				
	Volume des productions				
<b>Mécanisme de prix</b>	La fixation des prix				
<b>Distribution et ventes</b>	Les canaux de distribution utilisés				
	Le transport et les ports				
<b>Echanges avec l'extérieur</b>	Les exportations de produits				
	Les importation de produits				
<b>Le stockage et conditionnement</b>	Le stockage des produits				
	Stockage de matières première				
<b>La stratégie de communication</b>	Méthodes de publicité				
	Méthodes de promotion				
<b>Chiffres d'affaires</b>	Volume des ventes				

Domaines	Éléments impactés	Description de l'impact et explication	Evaluation de l'impact	Coût financier de l'impact	Gain financier de l'impact
	Prix des ventes				
Investissement	Achats d'équipements de travail				
	Achats d'immobilisations corporelles				
	Immobilisations financières (prises de participation, achat de titres, etc)				
	Etc.				
Financement des activités	Ressources propres				
	Emprunts				
	Autres				
Autres à préciser					

3- Analyses des changements observés dans les relations avec les SFD par rapport au crédit

Domaines d'analyse	Éléments d'analyse	Montant sans COVID-19	Montant avec COVID-19
Produits et services de crédit bénéficiés	Crédit à la consommation (scolaire, solaire, assainissement, équipements électroménagers, etc)		
	Crédit pour intrants agricoles		
	Crédit agricole (production)		
	Crédit pour commercialisation de produits agricoles		
	Crédit pour le commerce		
	Crédit pour la transformation		
	Crédit pour l'artisanat		
	Crédit pour l'immobilier		
	Crédit d'urgence		
	Crédit de trésorerie ou de pont		
	Etc		
Gestion des remboursements	Mesures de facilitation proposées par le SFD		

- 1- .....
- 2- .....
- 3- .....
- 4- .....
- 5- .....
- 6- .....
- 7- .....
- 8- .....



OUTIL DE COLLECTE DES DONNEES AUPRES DES ACTEURS DES SFD

Partie n° 0 : Identification de l'enquêté

Pays : .....  
 Département .....  
 Commune .....  
 Arrondissement .....  
 Institution de microfinance.....  
 Nom et Prénoms de l'enquêté : .....  
 Poste occupé .....  
 Contacts de l'enquêté .....  
 Nom et prénoms de l'enquêteur : .....

Partie n° 1 : Mesures prises par l'IMF et analyse de l'impact

4- Mesures prises par les dirigeants de l'IMF et analyse de l'impact sur l'institution

Types de mesures prises par l'APSFD	Description des mesures	Analyse de l'impact sur l'IMF								Commentaire et explication de l'impact	
		Négatif				Nu l	Positif				
		très fort	fort	moyen	faible		Faible	Moyen	fort		très fort
Protection sanitaire	1										
	2										
	3										
	4										
	5										
Opérationnelles en lien avec les activités des IMF	1										
	2										
	3										
	4										
	5										
Gestion financière en lien avec les IMF ou le secteur financier	1										
	2										
	3										
	4										
	5										

5- Identification des domaines d'impacts de la crise COVID-19 sur les IMF et proposition de stratégie de gestion pour les IMF

Echelle d'évaluation de l'impact

<i>Négatif</i>				<i>N</i>	<i>Positif</i>			
<i>t</i>	<i>f</i>	<i>mo</i>	<i>fa</i>	<i>u</i>	<i>Fa</i>	<i>Mo</i>	<i>f</i>	<i>t</i>
<i>r</i>	<i>o</i>	<i>ye</i>	<i>ibl</i>	<i>l</i>	<i>ibl</i>	<i>ye</i>	<i>o</i>	<i>r</i>
<i>è</i>	<i>r</i>	<i>n</i>	<i>e</i>		<i>e</i>	<i>n</i>	<i>r</i>	<i>è</i>
<i>s</i>	<i>t</i>						<i>t</i>	<i>s</i>
<i>f</i>							<i>f</i>	<i>f</i>
<i>o</i>							<i>o</i>	<i>o</i>
<i>r</i>							<i>r</i>	<i>r</i>
<i>t</i>							<i>t</i>	<i>t</i>
-4	-3	-2	-1	0	1	2	3	4

Domaines d'impacts	Description et ou explication de l'impact	Evaluation de l'impact	Proposition de stratégie de gestion
Clientèle			
Epargne			
Crédit			
Transfert d'argents			
Autres produits et services (à préciser.....)			
Gestion de la trésorerie			
Cycle d'approvisionnement en matériels/investissement			
Productivité			
Rentabilité			
Gestion du personnel			

Domaines d'impacts	Description et ou explication de l'impact	Evaluation de l'impact	Proposition de stratégie de gestion
Canaux de distribution des produits et services			
Secteurs d'activité			
Gouvernance			
Gestion des risques			
SIG			
Partenariat			
Concurrence			
Etc.			

6- Relation avec les partenaires techniques et financiers de l'IMF

Mesures d'accompagnement prises par les bailleurs	Facilités constatées dans le fonctionnement de l'IMF	Perspectives définies avec les bailleurs


7- Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF et implications pour l'IMF pour contenir une quelconque reprise de la pandémie et ou assurer une bonne reprise des activités et comparaison avec les bonnes pratiques identifiées

	Nouvelles mesures recommandées pour l'IMF	Implications pour l'IMF	Comparaisons avec les bonnes pratiques	Commentaires
Pour contenir la pandémie	1.			
	2.			
	3.			
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			
Pour assurer une bonne reprise des activités	1.			
	2.			
	3.			
	4.			
	5.			
	6.			
	7.			
	8.			
	9.			
	10.			